

***l'Anti*capitaliste**

n°461 | 31 janvier 2019 — 1,20 €

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

**CONTRE LES INJUSTICES
ET LA RÉPRESSION**

**GRÈVES.
BLOCAGES.**

MACRON DÉGAGÉ!

Libre expression
*Appel de la première
assemblée des assemblées
des Gilets jaunes
à Commercy* **Pages 12**

ÉDITO
**Macron en Égypte ou
le mépris sans frontières**
Page 2

PREMIER PLAN
**Autoritarisme: un pouvoir
toujours plus répressif**
Page 2



ACTU INTERNATIONALE
**Venezuela: refuser la tentative de
coup d'État pro-impérialiste sans
soutenir Maduro** Page 5

ACTU SOCIALE
**Ford Blanquefort: PSE non
homologué, la bataille peut
continuer** Page 8



édito

Par JULIEN SALINGUE

Macron en Égypte ou le mépris sans frontières

Le dimanche 27 janvier, Emmanuel Macron posait le pied sur le sol égyptien, pour une visite officielle de deux jours. Une visite dans un « pays ami », duquel la France s'est progressivement rapproché depuis le coup d'État sanglant du maréchal Sissi en juillet 2013, en dépit du régime de terreur instauré par Sissi et ses sbires. Restriction des libertés démocratiques élémentaires, répression contre les opposantEs, les journalistes et les ONG, arrestations par dizaines de milliers, « disparitions forcées » et morts par milliers : une brutalité connue et documentée qui n'a pas empêché l'auto-proclamé « pays des droits de l'homme » de nouer des relations de plus en plus resserrées avec le dictateur Sissi, un bon client pour les industries françaises. C'est notamment dans le domaine des ventes d'armes que le régime militaire égyptien s'est avéré être un « ami » particulièrement généreux, devenant le troisième client de la France avec environ six milliards d'euros de commandes depuis 2015.

Dans un tel contexte, les quelques déclarations de Macron relative aux droits humains en Égypte ressemblent à une méprisante plaisanterie, ainsi que l'a compris Sissi lui-même, qui a commenté les déclarations de Macron en arguant que le développement économique du pays primait sur le respect des libertés publiques et des droits humains. Pourquoi s'en serait-il privé ? Macron n'a en effet pas caché que l'un des objectifs de sa visite était le développement des partenariats économiques avec l'Égypte, avec à court terme la signature d'une trentaine d'accords et de contrats commerciaux, pour un montant total de près d'un milliard d'euros et, à moyen terme, la vente de 12 Rafale supplémentaires à Sissi, qui en a déjà acheté 24.

Difficile, dans de telles conditions, de ne pas rire jaune lorsque l'on entend Macron exiger de Nicolás Maduro qu'il organise des élections au Venezuela alors que, dans le même temps, il se pavane avec son « partenaire stratégique » Sissi. Être le Président des riches signifie aussi, on l'oublie trop souvent, être l'ami des dictateurs, à la seule condition que ceux-ci « achètent français » et/ou préservent les prétendus « intérêts de la France ». C'est-à-dire les intérêts des multinationales françaises détenues par les copains de classe de Macron.

BIEN DIT

Le storytelling médiatico-politique qui a entouré l'élection [de Macron] a voulu nous faire croire à un ovni politique, sans passif. Mais notre enquête, qui croise le contenu de sa politique sociale et économique avec sa trajectoire sociobiographique et les réseaux oligarchiques, démontre qu'il est bien un enfant du sérail, adoué par les puissants et soutenu par de généreux donateurs.

LES PINÇON-CHARLOT, auteurs du *Président des ultra-riches* (La Découverte), libération.fr, 28 janvier 2019.

À la Une

Contre les injustices et la répression Grèves, blocages, Macron dégage !

Malgré les manœuvres gouvernementales et les difficultés qu'elle rencontre, la mobilisation des Gilets jaunes se maintient. La réussite de la grève du 5 février conditionnera beaucoup de choses concernant la trajectoire du mouvement.

La semaine a bien commencé avec la réunion, les 26 et 27 janvier de la coordination de Commerce. Celle-ci a rassemblé 350 personnes, 75 délégations mandatées et une trentaine en observateurs (voir page 12). Même si cette initiative ne reflète pas toute la réalité du mouvement dans sa diversité, c'est un point d'appui pour coordonner, structurer la mobilisation, tant sur le fond que sur l'agenda. La coordination appelle à la grève le 5 février, comme l'une des principales figures du mouvement, Éric Drouet.

De leur côté, Macron et son gouvernement sont encore paralysés politiquement. Le « Grand débat » ne fait pas illusion, et la seule tactique semble être la répression policière. Celle-ci s'est encore déployée à une échelle de masse dans les mobilisations de samedi dernier. Le site <https://alloplacebeauvau.mediapart.fr> recense à l'heure actuelle 160 blessures à la tête, 18 éborgnéEs, 4 mains arrachées (voir ci-dessous). Sans parler de la loi anticasseurs en débat à l'Assemblée nationale (idem)...

Vers un point de bascule

Un millier à Rouen, à Tarbes, 2000 à Quimper, 3000 à Dijon, Nantes, 5000 à 10 000 à Bordeaux et Toulouse : la mobilisation reste importante même si elle peine à Paris et que la majorité des ronds-points ont été débloqués par la répression policière. De plus, l'éclatement politique du mouvement est un élément de faiblesse, car il a du mal à formuler une orientation, des revendications, tandis que certains éléments se laissent aspirer dans le Grand débat ou dans une logique institutionnelle avec la préparation de listes aux élections européennes.

Le fait qu'un groupe fasciste se soit permis d'attaquer le cortège du NPA samedi 26 janvier n'est pas un simple concours de circonstances. Nous sommes à un moment charnière :



beaucoup de Gilets jaunes se tournent vers le 5 février, la préparation de la grève, en sentant que les manifestations du samedi et les blocages ont montré leur limite. Soit la bascule et l'unification entre Gilets jaunes et mouvement ouvrier organisé se fera et une victoire sera possible contre Macron, soit au contraire le reflux se poursuivra et la démoralisation laissera davantage d'espace à l'extrême droite.

L'enjeu de l'entrée en mobilisation du mouvement ouvrier organisé

Mais il y a de quoi être optimiste, car de vrais points d'appui existent. La pression politique exercée par le mouvement des Gilets jaunes entraîne, lentement mais sûrement, les équipes syndicales et les militantEs à se lier au mouvement et à organiser des mobilisations dans les entreprises sur la question des salaires. La mobilisation

se structure, avec des assemblées générales dans de nombreuses villes, qui débattent des revendications et des rythmes du mouvement.

En Isère, en Seine-Maritime, dans les Pyrénées-Orientales par exemple, des appels syndicaux reprennent explicitement l'idée d'une convergence avec les manifestations du samedi. L'Union des travailleurs de la métallurgie CGT 38, par exemple, déclare que « la place de la CGT n'est pas à côté, mais bien au milieu de cette irruption citoyenne et populaire de tous les laissés-pour-compte de la mondialisation libérale [...] et appelle dès à présent les salariéEs à rejoindre les rassemblements des gilets jaunes, que ce soit sur les différents ronds-points du département ou lors des manifestations de gilets jaunes actuellement organisées chaque samedi [...] et les syndicats CGT de la Métallurgie à s'organiser avec les salariéEs dans les entreprises pour bloquer l'économie

ce mardi 5 février », tandis que, chez STM, chaque semaine est organisé un « acte » devant l'entreprise pour des augmentations de salaires. Malgré la politique des directions syndicales centrales, de nombreuses sections CGT, Solidaires ou FSU, poussent pour la réussite du 5 février et la participation aux manifestations du samedi.

Pour gagner

C'est de cela dont Macron et l'extrême droite ont peur : que les travailleurEs précaires, isoléEs, les chômeurEs, les retraitéEs s'unissent avec les salariéEs des plus grosses structures pour réclamer des augmentations de salaire et, plus largement, remettre en cause la politique globale que nous subissons.

À cette étape, même des grèves minoritaires dans les entreprises joueront un rôle important, car le 5 février doit être le signal qu'il est possible de gagner et que la grève reste le meilleur moyen de mettre en difficulté le gouvernement. En s'appuyant sur cette dynamique, le NPA a été à l'initiative d'une réunion unitaire avec 17 organisations syndicales, associations, partis pour renforcer la grève du 5 et converger avec les Gilets jaunes.

En effet, pour gagner, il s'agit de tout mettre en œuvre pour construire un mouvement de masse sur la question des salaires, et aussi pour dégager Macron, faire aboutir les revendications de chaque secteur, remettre en cause le pouvoir de la bourgeoisie de décider à notre place. Les institutions de la 5^e République sont en difficulté, il faut pousser la discussion jusqu'à la remise en cause de ces structures qui permettent à une minorité de décider, et poser la question du pouvoir (« Qui dirige la société ? ») en défendant la perspective d'un gouvernement des travailleurEs en lutte qui réorganise toute la société.

Antoine Larrache

AUTORITARISME

Un pouvoir toujours plus répressif

Le mouvement des Gilets jaunes continue de faire vaciller la Macronie, qui n'arrive pas à reprendre la main et à éteindre la contestation. Tous les moyens sont pourtant mis en œuvre, y compris et notamment une politique répressive d'une violence inouïe.

Depuis le début du mouvement des Gilets jaunes, le journaliste David Dufresne effectue un travail de foumi en compilant les cas avérés et documentés de violences policières. Comme il le souligne lui-même, ses chiffres sont très probablement en deça de la réalité, puisqu'il ne conserve « que » les cas appuyés sur des témoignages et/ou des images.

« Un véritable mouvement de fond »

En partenariat avec *Mediapart*, David Dufresne a établi une synthèse de l'ensemble de ces cas. À la date du 29 janvier, le nombre total de ses

« signalements » s'élevait à 357, parmi lesquels 160 blessures à la tête, 18 personnes éborgnées et 4 mains arrachées. Les armes mises en cause sont, dans 163 cas, les « lanceurs de balle de défense » (LBD), les grenades de désencerclement GMD (30 cas) et les grenades lacrymogènes instantanées GLI-F4 (14 cas).

Ces chiffres sont sans précédent depuis plus de 50 ans, et sans commune mesure avec ceux de la répression pourtant déjà très forte lors des mobilisations contre la loi travail. Pour David Dufresne, « ce qui se passe est absolument ahurissant pour quelqu'un qui a travaillé sur le maintien de l'ordre

français et connaît son histoire. Des manquements graves à une telle échelle, c'est inouï. Même si la police des polices menait de véritables enquêtes, ce ne serait pas suffisant : il y a un véritable mouvement de fond. » Un constat malheureusement confirmé par le bilan du dernier week-end de mobilisation, avec entre autres la blessure à l'œil de Jérôme Rodrigues, figure du mouvement des Gilets jaunes, délibérément ciblé par la police alors qu'il filmait des « incidents » sur la place de la Bastille à Paris. Un constat heureusement de plus en plus partagé, avec une mobilisation qui se développe, parfois en ordre dispersé, du côté des

associations, des ONG, des syndicats, des organisations politiques... et des Gilets jaunes eux-mêmes. De nombreux appels circulent ainsi pour que l'acte XII (2 février) soit résolument tourné contre la répression policière, à l'initiative notamment d'un collectif de « mutiléEs pour l'exemple ».

« Une loi générale contre l'exercice d'une liberté publique »

Face à ce phénomène qui, au regard des chiffres, de la répartition géographique et de la répétition semaine après semaine, n'est en rien l'expression d'une somme d'incidents isolés mais bien d'une

Un monde à changer

CUBA, JANVIER 1959. Ceux pour qui l'histoire s'écrit par la fin et dont la sagesse politique se résume en tout ou partie à regarder passer les événements en disant après coup: «On vous l'avait bien dit!», vont encore ricaner. Mais oui, janvier 1959 appartient à notre histoire! Dans les premiers jours de ce mois, après des décennies de luttes du mouvement ouvrier et démocratique et deux années de guérilla impulsée par le Mouvement du 26 Juillet, était renversée la dictature de Fulgencio Batista, l'homme tant de la CIA que de la mafia US qui avait fait de Cuba le tripot et le bordel des Caraïbes. Fidel Castro, principal dirigeant du Mouvement du 26 Juillet, arrive à La Havane le 8 janvier, avec ses compagnons, où ils reçoivent un accueil triomphal. Pour eux, il ne s'agit pas seulement de remettre en place une démocratie bourgeoise ni même de punir les responsables et exécutants des meurtres et des tortures, mais de rompre la dépendance avec les États-Unis et d'engager une transformation de la société cubaine. Pour cela, une réforme agraire est mise en place, les grandes propriétés capitalistes sont nationalisées (en premier lieu celles liées aux intérêts nord-américains), une campagne massive d'alphabétisation est lancée. La priorité est mise sur la santé. Des débats essentiels s'engagent sur la manière de construire le socialisme.

Fidel Castro et Che Guevara renouent avec les traditions internationalistes: les appels au soutien des peuples en lutte se multiplient. Les Cubains organisent en janvier 1966 une conférence internationale dite «Tricontinentale», qui regroupe les forces anti-impérialistes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Mais, déjà, l'empreinte d'un mode de direction militaire et personnalisé marque la révolution cubaine. Dans un autre contexte international, les écueils auraient peut-être pu être surmontés mais, dès la fin des années 1960, isolée, étranglée par le blocus et l'embargo nord-américain, la direction cubaine a de moins en moins les moyens d'une politique indépendante. Les accords tactiques avec l'URSS, nécessaires contre l'impérialisme étatsunien, évoluent en subordination politique. Les conceptions verticalistes du pouvoir se combinent avec le modèle soviétique pour accentuer les déformations bureaucratiques de l'État cubain: restriction des libertés démocratiques, absence de pluralisme politique, répression contre les opposants, consolidation du régime du parti unique, inexistence de structures sociales ou politiques indépendantes...

Le destin de la révolution cubaine vérifie a posteriori l'avertissement lancé au mouvement révolutionnaire dès la révolution russe: «Le socialisme ne se construit pas dans un seul pays.» Mais l'histoire n'était pas écrite dès le départ.

GILETS JAUNES Retour sur la journée du 26 janvier

Nantes

Bonne participation ce samedi pour la manifestation à l'appel des Gilets jaunes: près de 2500 personnes au plus fort. La composition d'ensemble de la manif a évolué par rapport aux précédentes: les Gilets jaunes sont relativement moins nombreux par rapport aux militantEs, syndicalistes ou simples «citoyenEs».

Les GJ et les syndicats (CGT, ainsi que Solidaires et FSU) se sont rencontrés localement, et appelaient ensemble à la manifestation. En décembre, les syndicats avaient appelé à leur propre manif pour défendre le pouvoir d'achat, sans grand succès, réfugiés dans une banlieue commerciale. Après leur participation à la Marche climat, qui avait localement rejoint la manif GJ, cette nouvelle participation est plutôt encourageante. Pour les organisations, on a vu AL, LO, le PCF, GDS, plus la mouvance Nantes révoltée. Le scénario de manifestation-répression a un peu évolué: à la place d'une répression massive et immédiate, pas d'hélicoptère policier, encadrement à distance. Les flics nous laissent aller de-ci de-là en interdisant certaines zones pendant deux heures, puis gazent massivement... Mais la manifestation même dispersée se reconstitue en un ou plusieurs endroits avant de se rejoindre, le gilet jaune servant de signe de reconnaissance. La manifestation a duré 5 ou 6 heures

La journée du samedi 26 janvier, Acte XI du mouvement des Gilets jaunes, a confirmé que, malgré la répression et le grand spectacle du «Grand débat», la mobilisation se maintient, certes de façon inégale selon les régions. Aperçu dans quelques villes. D'autres comptes rendus sur notre site: www.npa2009.org.



À Tarbes, lors de l'Acte XI. DR

en tout, avec comme toujours son lot de blessés et d'interpellations.

Tarbes

À Tarbes, un gros millier de manifestantEs le 26 janvier, soit un peu moins que la semaine dernière, mais il y a des manif dans des petites communes (Bagnères, Lannemezan) et des blocages dans d'autres communes sur la nationale. Quelques militants CGT mais il y a surtout un changement de tonalité dans le cortège: des banderoles revendicatives d'un bahut en lutte (les Gilets jaunes étaient venus aussi

les soutenir jeudi), et des pancartes comme: «Manifestants, précaires, migrants, c'est l'État qui tue» ou «La classe ouvrière est une, elle n'a pas de frontières, fraternité». Beaucoup de discussions chez les GJ sur la grève du 5 février, en la pensant plutôt comme un test et une étape. Enfin, à noter qu'à la fin de la manifestation, les GJ ont lancé l'inter sur la sono, très bien reprise. Une première qui a un sens!

Besançon

Au moins 1500 personnes ont manifesté samedi à Besançon. Cela ne

diminue pas. Le lieu de rassemblement, place centrale de la ville, était quadrillé par les CRS qui se sont effacés au départ du cortège après avoir fouillé des manifestantEs par ci, par là. Long parcours et schéma quasi rituel avec passage sous la citadelle, pétards et fumigènes. Toutes les tendances de gauche et révolutionnaires (marxistes et libertaires) ainsi que les syndicats sont présentes avec ou sans badges. Il s'agit d'individus pour la gauche et de groupes pour les révolutionnaires. Toujours très bien tolérés. Globalement, un cortège «sage» mais toujours la même détermination et la même colère parmi les Gilets jaunes. Discussions très faciles et très fraternelles.

À la fin on est passé devant le commissariat central. Il y avait une présence provoquante de flics. Pas de confrontation. Un peu plus tard une équipe isolée de la BAC s'est fait prendre à partie. Ils ont détalé mais les flics ont grenadé. Le cortège s'est reformé et a fait le tour de la ville une nouvelle fois bien après la nuit tombée.

On a l'impression que cela pourrait durer comme ça pendant des semaines...

CorrespondantEs

Le chiffre 2500

C'est, selon un rapport publié conjointement par Attac et l'Observatoire des multinationales, le nombre de filiales détenues dans les paradis fiscaux par les groupes du CAC 40. Commentaire d'Attac: «Comme il ne s'agit là que des filiales déclarées, on peut donc supposer que ce n'est que la partie émergée de l'iceberg.»



Agenda

Jeu 31 janvier, manifestation des retraités, Paris. À 14 h 30, de la place d'Italie en direction de Bercy, métro Place-d'Italie.

Samedi 2 février, manifestation contre la loi asile-immigration «1 être humain = 1 être humain».

Des manifestations auront lieu à Caen, Lille, Nantes, Rennes, Angers... À Rennes, RDV à 14 h, place de la République.

Samedi 2 février, manifestation des Gilets jaunes «Acte XII».

Samedi 2 février, meeting pour la libération de Georges Abdallah, Paris. À 18 h, au CICP, 21 ter, rue Voltaire dans le 11^e, M^o Rue-des-Boulets ou Nation.

Mardi 5 février, manifestation et grève interprofessionnelle.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

NO COMMENT

Dimanche, vous allez manger chez votre belle-mère, vous allez être huit, neuf autour de la table, bah c'est plus une engueulade, c'est un atelier du grand débat national.

MARLÈNE SCHIAPPA, C8 (émission «Balance ton post»), 25 janvier 2019.

politique systématique de répression violente, le gouvernement se terre derrière la pseudo-légitimité de la violence de l'État, et témoigne d'un mépris cynique envers les blessés et les mutilés, pour lesquels il n'a jamais eu un mot. Les autorités se contentent d'essayer de nous vendre quelques gadgets, comme les «caméras embarquées» par les flics: on vient ainsi d'apprendre que les images filmées lors de l'agression contre Jérôme Rodrigues seraient «inexploitables». Quelle surprise! En revanche, le pouvoir n'a pas de mots assez durs pour s'en prendre aux manifestantEs eux-mêmes, et a décidé de sanctionner les victimes avec un nouveau projet de loi liberticide, actuellement examiné à l'Assemblée. Les flics gazent, tabassent, blessent, mutilent... mais c'est contre les manifestantEs, ces dangereux individus refusant de baisser les

yeux et de rentrer sagement chez eux, qu'il faut sévir! Interdictions de manifester, interpellations préventives, fichage des indésirables: il s'agit une fois de plus de normaliser des dispositifs supposément exceptionnels – et déjà liberticides – afin de pouvoir les appliquer à n'importe quel manifestantE – réel ou supposé... Pour le Syndicat des avocats de France (SAF), «les mesures proposées, par leur portée générale et la possibilité de les utiliser contre tout manifestant dont un agent de police estimerait le comportement douteux, visent bien l'ensemble des manifestants. Il s'agit d'une loi générale contre l'exercice d'une liberté publique.» Répressions policière et judiciaire forment un tout qui constitue l'un des piliers essentiels de la Macronie bousculée par la contestation sociale. La lutte contre le dangereux



glissement autoritaire est l'une des urgences de l'heure: un combat que le NPA entend continuer à mener et

à étendre, au côté du mouvement ouvrier et des Gilets jaunes.
J.S.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction:
0148 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion:
0148 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration:
0148 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN:
2269-3696

Commission paritaire:
0419 P 11508

Société éditrice:
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage:
6500 exemplaires

Directeur de publication:
Ross Harrold

Secrétaire de rédaction:
Julien Salingue

Maquette:
Ambre Bragard

Impression:
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél.: 0148 70 42 22
Fax: 0148 59 23 28
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

FORMATION DES ENSEIGNANT·E·S

Vers la casse du statut

Depuis juin, trois rapports sont sortis (Cour des comptes, Sénat, CAP 22), qui remettent en cause la structure actuelle de la formation des enseignant·E·s. Ils sont convergents et permettent de comprendre ce que Blanquer prépare depuis la rentrée...

Avec la loi sur «L'école de la confiance», la fin des Espé (École supérieure du professorat et de l'éducation) semble actée, remplacés par des INSPE (Institut national supérieur du professorat et de l'éducation). Au-delà du changement de nom, c'est un changement global de la formation qui est prévu. Au lieu de concevoir l'enseignement comme «un métier qui s'apprend», la philosophie générale du projet est «le métier est formateur».

Formater les enseignant·E·s

C'est l'employeur, l'Éducation nationale, qui va reprendre la main sur la formation. Un nouvel arrêté Master MEEF (applicable dès septembre 2019) est en train d'être adopté. Dans les documents d'accompagnement, le terme «fonctionnaire stagiaire» (pour ceux qui sont admis aux concours en fin de M1 actuellement) a disparu, remplacé par «étudiants en stage». La part des stages en responsabilité va être augmentée, passant de 20 ECTS sur 60 actuellement en M2 à 40 ECTS. Le tout accompagné par une novlangue issue du management : «lesson study», «micro-enseignement», etc. Sous couvert de «prérecrutement» et de renforcer «l'attractivité du métier», les étudiant·E·s vont se retrouver dès la L2, sans formation, devant des élèves, pour un salaire dérisoire. Les bourses universitaires sont même présentées comme un moyen de rémunération des AED (assistant d'éducation, c'est-à-dire surveillant·E·s), qui se retrouveront à tiers temps devant des élèves pour moins de 300 euros par mois... D'ailleurs, les rectorats de Lyon, Grenoble, Clermont... mettent en place actuellement un partenariat avec le CNEd pour pouvoir assurer les remplacements des profs absents par les AED.

Enseigner est réduit à des tâches d'exécution (mettre des élèves devant un logiciel d'apprentissage, appliquer la méthode d'apprentissage de la lecture imposée par le ministère) et non de conception. Il ne s'agit plus de former les futur·E·s enseignant·E·s mais bien de les «formater», de réduire encore ce qu'il reste de liberté pédagogique.

Contractualisation et la casse du statut

L'autre objectif de cette réforme, clairement affiché dans CAP 22, est de supprimer massivement des postes dans la fonction publique. Blanquer l'a confirmé la semaine dernière, déclarant au Parlement que «la vocation du concours enseignant est qu'il se déroule en M2», soit un an plus tard qu'actuellement, où le concours est en M1. Cela permettra de supprimer 25 000 postes de fonctionnaires stagiaires d'un trait de plume, comme cela avait déjà été fait en 2010 sous Sarkozy.

Et les personnels actuellement dans les Espé, sous statut universitaire, sont également sur la sellette. Blanquer n'arrête pas de marteler que le problème de la formation, ce sont les «pédagogistes» ! Il veut donc qu'au moins un tiers des formateur·E·s soient devant des élèves. Ce qui veut dire que ces personnels seront plus soumis à la hiérarchie de l'Éducation nationale. L'employeur décide du contenu de la formation, choisit les formateur·E·s et les directeur·E·s des Espé/INSP : la fin de l'universitarisation. D'ailleurs il est écrit dans l'arrêté que les formations et l'évaluation des enseignant·E·s pourront être assurées par des organismes extérieurs...

Tout ceci va favoriser la contractualisation et la casse du statut. Lors d'une réunion au ministère de l'Éducation nationale, il a ainsi été confirmé que le référentiel de formation initiale va aussi s'appliquer aux futurs néotitulaires, avec des injonctions de plus en plus nombreuses sur les enseignant·E·s. Le ministère s'appuie sur le fait, pour justifier sa réforme, que la formation actuelle n'est pas satisfaisante, en particulier pour les étudiant·E·s et stagiaires. Mais au lieu d'améliorer la formation existante, le gouvernement va détruire ce qu'il en reste. Il y a urgence à résister tout·E·s ensemble, étudiant·E·s, stagiaires, formateur·E·s, enseignant·E·s à cette destruction programmée.

Antoine Boulangé (formateur Espé Paris)

GRAND DÉBAT L'affirmation d'un «populisme» macroniste ?

Pour reprendre la main dans le contexte de crise sociale et politique, Macron a donné de sa personne afin de consolider la grande entreprise de diversion que constitue le «Grand débat». Une façon de se remettre en selle et de réoccuper l'espace après une période de réclusion et d'absence de la scène médiatique...

Après avoir fait le showman auprès des maires, corps intermédiaires fort malmenés par la macronie triomphante, Macron a pris part, prétendument «au débotté», à un débat de «citoyen·E·s».

Et le soldat Macron repartit en campagne

Il faut dire que les critiques sur l'implication de Macron commençaient à fuser : des rencontres avec les seul·E·s élu·E·s, des demandes d'intervention sélectionnées par les préfets, des barrages filtrants pour empêcher les Gilets jaunes d'approcher et une mobilisation policière disproportionnée. Jupiter a donc mis en scène sa descente de l'Olympe dans un débat de 3 heures entièrement retransmis en direct par les chaînes d'info en continu.

Macron est ainsi allé «au front», «au contact» avec la population dans un cadre aménagé pour un débat policé, accompagné d'un grand nombre de conseillers et d'un énorme dispositif de sécurité ; de quoi impressionner un public peu habitué à ce type de déploiement. Sans surprise, le président, maîtrisant l'art oratoire et ses dossiers, a su vite s'imposer comme le maître du jeu. Car Macron renoue ici avec ce qui a fait le succès de sa campagne présidentielle. Mais cette fois-ci avec les moyens de l'État et la couverture médiatique qui découle de son statut. Tant et si bien que le CSA commence à tiquer sur les temps de parole, même au regard de la très inique loi sur



l'équité. Mais à occuper tout l'espace, Macron risque de renforcer les critiques sur la fonction présidentielle et son aspect monarchique, qu'il dote en plus d'une bonne dose de populisme.

Vers un «populisme» macroniste ?

Depuis son élection, Macron s'est présenté comme le rempart contre la montée du «populisme», une notion fourre-tout englobant la droite comme la gauche et surtout reposant sur l'idée que le peuple est ignorant et manipulable. Or, avec le Grand débat, Macron n'hésite pas lui aussi à manier la démagogie avec brio. S'émerveillant de sa propre performance et ému par un «moment démocratique unique» lors duquel un président discute avec les citoyen·E·s,

Macron s'inscrit pourtant dans une pure tradition populiste tel un Chávez dans son émission hebdomadaire «Alô Président». Une comparaison que ne souffrirait sûrement pas Emmanuel Macron... surtout en ces temps troublés au Venezuela. Mais à la différence du président français, il s'agissait pour Chávez de contrecarrer l'hégémonie des médias privés. Or, on ne peut pas dire, en France, qu'ils ne soutiennent pas Emmanuel Macron. La preuve en est la mise à disposition, sur demande de Marlène Schiappa, de la très regardée émission de Cyrille Hanouna, «Balance ton poste», par la chaîne C8, propriété du groupe Bolloré. Et pour cibler la jeunesse et les classes populaires, public principal du show télé, le gouvernement n'est pas à un renoncement près, notamment celui

d'envoyer la secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes dans une émission plusieurs fois épinglée pour sexisme et homophobie. En Macronie, la démagogie n'a pas de prix...

L'usine à gaz de la consultation

Prétendant répondre aux préoccupations de Gilets jaunes, Macron a voulu introduire de la démocratie participative. Or le cadre posé relève uniquement d'une logique consultative. Les formulations sont tellement verrouillées par le gouvernement qu'elles contiennent à fois la question et la réponse. Et si on peut rêver à d'éventuels débordements dans le cadre de réunions physiques, la plateforme numérique est encore plus cadenassée. Celle-ci a d'ailleurs été confiée, non pas à un service public, mais à une start-up, Cap Collective, qui est chargée de modérer les propos qui pourraient être inappropriés, sans que les critères soient publics. Pis, les modalités de remontée des débats et des consultations numériques relèvent encore du plus grand flou, le tout dans un contexte où Macron a déjà annoncé qu'il ne changerait pas de cap...

C'est bien dans une vaste entreprise de diversion et d'enfumage que s'est lancé Macron. Mais la population n'est pas dupe. À la date du 24 janvier, 217 000 contributions avaient été collectées sur la plateforme numérique et 1 228 réunions enregistrées, dont plus de 1 000 à venir. Sur 66 millions d'habitants et 36 000 communes, avec les petites mains de la Macronie particulièrement mobilisées, on peut difficilement qualifier à ce jour l'opération de succès.

Et si, pour certains, Macron semble reprendre la main, il faudra leur rappeler que «l'existence détermine la conscience», et que ce n'est pas à grand coups de communication et de démagogie que la colère sociale va s'apaiser. A fortiori si Gilets jaunes et mouvement ouvrier traditionnel convergent à partir du 5 février pour bloquer le pays.

Camille Jouve

PRÉSIDENT DES RICHES Pendant le blabla, les mauvais coups continuent

Macron n'a rien remis en cause d'essentiel de ce qu'il a fait depuis son arrivée. Et les mauvais coups continuent, en dépit de l'exigence de justice sociale qu'expriment les Gilets jaunes. L'apparence d'écoute du «Grand débat» et la parlote ne sont pour Macron qu'une technique de combat.

du personnel... Désormais, de nombreuses règles seront fixées au niveau de l'entreprise.

- Réforme de la SNCF et poursuite des projets de démantèlement des «petites lignes», soit en les fermant, soit en les asphyxiant par manque d'entretien ;
- Une succession de contre-réformes dans l'éducation (voir page 9) ;
- Pour ce qui est du logement, la réduction des APL est emblématique d'une politique qui vise à réduire le logement social et à faire confiance aux promoteurs privés.

Ce qui continue ou est dans les tuyaux

Le mouvement des Gilets jaunes a contraint Macron à reculer sur un point : la vitesse de réduction du déficit. Alors qu'il aurait été facile de la comprimer en revenant en arrière sur l'ISF et le gonflement du CICE (à près de 40 milliards en 2019), c'est nié. D'où les questions hypocrites de la lettre de Macron sur les impôts et dépenses qu'il faudrait réduire. Pour tout le reste, avec du blabla, plus de considération apparente pour

les prétendus «partenaires sociaux» (et grâce à la servilité de certaines directions syndicales), le chantier de démolition continue :

- Aucune inflexion des fermetures de lignes SNCF ;
- Poursuite du démantèlement des bureaux de poste ;
- Pas d'arrêt des compressions de services hospitaliers : trente-cinq maternités seraient aujourd'hui en danger, après la fermeture de 40% des établissements de cette catégorie en dix ans.

Soit trois «réformes» qui signifient plus de déplacements nécessaires pour les habitant·E·s des périphéries et des campagnes : les manants pourront rouler plus vite avec la remise en cause des 80 km/h que Macron, grand prince, concède. Et ce n'est pas tout :

- Réforme des lycées professionnels dont l'objectif est de désengager l'État de ces filières, et de déléguer l'ensemble à la gestion décentralisée (donc inégalitaire) des collectivités territoriales et des entreprises ;
- Réforme de la fonction publique, pour le moment retardée, tandis que

les salaires restent gelés (sauf pour la police) ;

- Pour ce qui est des chômeur·E·s, le décret du 30 décembre a d'ores et déjà durci les sanctions et le gouvernement a fixé le cadre des «négociations» en cours : 3,9 milliards d'économies en 3 ans sur les dos des privés d'emploi ;
- Enfin, réforme des retraites dont l'objectif premier est de retarder les départs sans se préoccuper de ceux et celles qui ont eu des périodes de chômage, qui ont des problèmes de santé : ceux qui sont contraints de partir avant l'«âge de référence» devront se débrouiller.

Sur l'essentiel, Macron n'a pas cédé d'un pouce et son chantier de démolition continue. Son «Grand débat» lui sert à préparer les européennes et à lâcher, de temps en temps, devant des élus souvent sélectionnés, des petites annonces qui ne répondent pas à l'exigence de justice sociale ; outre l'affaire des 80 km/h, c'est le glyphosate dont la suppression est reculée malgré les bonnes paroles antérieures !

Henri Wilno

VENEZUELA Refuser la tentative de coup d'État pro-impérialiste sans soutenir Maduro

Cette tentative de putsch bénéficie du soutien des États-Unis, des pays de la droite et de l'extrême droite latino-américaine et d'Emmanuel Macron, toujours au rendez-vous lorsqu'il faut soutenir les possédants, où que ce soit dans le monde.

Une tentative de coup d'État

Le mercredi 23 janvier 2019, Juan Guaidó, l'une des figures de l'opposition à Nicolás Maduro et président de l'Assemblée nationale (déposée de ses prérogatives par l'exécutif), s'est autoproclamé devant des milliers de personnes venues le soutenir « président en exercice » de la République de Venezuela, promettant « un gouvernement de transition et des élections libres ». Ceci au moment où Maduro initie son second mandat, suite à sa réélection en mai dernier avec 67,9% des suffrages exprimés malgré une abstention record (54%) et de nombreuses irrégularités (manipulation de la date du scrutin en fonction des opportunités, invalidation de plusieurs candidatures, vote sous la menace de suspension des programmes sociaux ou de licenciement dans le secteur public...). Guaidó, jeune dirigeant de l'opposition et membre fondateur du parti « Volonté populaire » se place dans la stratégie du coup d'État et prétend ainsi provoquer une situation qui pourrait ouvrir la porte à une intervention militaire (directe ou indirecte) des États-Unis et de ses alliés. Cette manœuvre est directement en lien avec la campagne ouverte par le vice-président des États-Unis, Mike Pence, et fait suite à un soulèvement de plusieurs dizaines de membres de la Garde nationale bolivarienne

Juan Guaidó, président de l'Assemblée nationale vénézuélienne, s'est autoproclamé président de la République, fonction pourtant occupée par Nicolás Maduro.



Le putschiste Juan Guaidó. DR

(police militaire), rébellion rapidement maîtrisée par les forces armées, qui restent fidèles à Maduro.

Soutien de l'impérialisme US et de ses alliés

Donald Trump a immédiatement salué et reconnu le président autoproclamé, comme plusieurs pays alliés du groupe de Lima dont le Canada mais aussi la sainte alliance des gouvernements de la droite et de l'extrême droite latino-américaine : le Chili, le Pérou, la Colombie, le Honduras, le Paraguay ou encore le Brésil dirigé par Jair Bolsonaro, des exécutifs qui pour plusieurs d'entre eux ne respectent pas plus les libertés démocratiques. L'impérialisme étatsunien ne cache pas, depuis des mois, que « toutes les options sont sur la table » concernant le Venezuela. Maduro a annoncé que son pays rompaît ses relations diplomatiques avec « le gouvernement impérialiste

des États-Unis », donnant 72 heures à ses diplomates pour quitter le pays. En réponse, le Département d'État a affirmé qu'il « ne considère pas que l'ancien président Nicolas Maduro a l'autorité légale pour rompre les relations diplomatiques avec les États-Unis ». Emmanuel Macron, Angela Merkel et Pedro Sánchez s'alignent sur cette stratégie putschiste et ont déclaré reconnaître Guaidó comme président du Venezuela si des élections n'étaient pas convoquées sous huit jours.

Le chaos ne fait donc que s'accroître, alors que les affrontements de rue entre partisans de Guaidó et soutiens à Maduro se multiplient et ont déjà coûté la vie à une vingtaine de personnes. Malgré l'appui étatsunien, l'opposition vénézuélienne reste divisée, même si les secteurs réactionnaires ou néolibéraux semblent désormais prêts à renouveler les tentatives de coup d'État (comme ils

l'avaient fait en 2002 contre Chávez). Le gouvernement quant à lui essaye de remobiliser sa base au nom de la lutte anti-impérialiste, alors que plusieurs millions de Vénézuéliens votent « avec leurs pieds » en quittant massivement le pays et que l'effondrement du pays s'accélère. Nicolás Maduro est le principal responsable de cette crise économique majeure, mais ce n'est certainement pas les fractions les plus radicales de la droite qui pourront améliorer les conditions de vie des classes populaires vénézuéliennes.

Ni un coup d'État soutenu par les États-Unis, ni le durcissement du régime autoritaire de Maduro, ni la menace latente de guerre civile ne peuvent signifier une alternative démocratique au drame que vivent les vénézuéliens. Ainsi que le suggèrent des organisations comme Marea Socialista, un programme minimum de sortie de crise, anti-impérialiste et indépendant de Maduro tout comme de l'opposition néolibérale, devrait notamment commencer par suspendre le paiement de la dette extérieure, exproprier les biens des patrons et fonctionnaires corrompus, proposer un plan d'urgence sur les salaires et de contrôle des prix. Une telle perspective ne pourrait voir le jour que si elle est accompagnée d'un profond renouvellement démocratique du système institutionnel et de la reconquête de l'autonomie politique des travailleurEs et des secteurs populaires.

Franck Gaudichaud et Pedro Huarcaya

BANGLADESH

Mobilisations ouvrières dans le textile

Une vaste mouvement de grève, de manifestations et d'occupation des rues a commencé fin décembre et s'est prolongé en janvier au Bangladesh, notamment à Savar, une importante zone industrielle située dans un faubourg de Dacca, la capitale. C'est là qu'en 2013 les bâtiments du Rana Plaza, abritant de nombreux ateliers de production textile, s'étaient effondrés, faisant plus de 1130 mortEs et un grand nombre de blessés. Les blocages de routes se sont produits dans diverses localités : Shewrapara, Mirpur, Ashulia...

Par milliers, les travailleurEs du textile se sont mobilisés à l'occasion de la révision de la grille des salaires dans le secteur de l'habillement (elle a lieu tous les 5 ans), stoppant la production de plus de 100 usines, dressant des barricades (y compris sur une autoroute) et s'attaquant à des entreprises. La réponse policière a été très violente : tirs de balles en caoutchouc, gaz lacrymogène, canons à eau... Un ouvrier, Sumon Miah, a été tué, et bien d'autres ont été blessés. Les syndicats GSAO et GSTUK ont organisé des sit-in pour exiger que toute la vérité soit faite sur cet assassinat.

Inégalités criantes

En 2016 déjà, à Ashulia, une autre banlieue de Dacca, pendant une semaine, une mobilisation pour des augmentations de salaire avait provoqué la fermeture de douzaines d'entreprises. La répression avait été féroce : plus de 1500 travailleurEs licenciés, une trentaine d'autres arrêtés, une cinquantaine de syndicalistes poussés à la clandestinité. De nombreux dirigeantEs syndicaux sont toujours inculpés et menacés d'arrestation.

La question de l'augmentation des salaires restait donc pendante. En 2018, les syndicats demandaient un salaire minimum de 16 000 takas, mais le gouvernement s'en est tenu à la moitié : 8 000 takas (soit 85 euros par mois). Pour certainsEs, l'augmentation de salaire était sensible, bien que fort limitée au vu de l'augmentation des prix et du logement ; pour d'autres en revanche, c'était le contraire ! Quant au paiement des heures supplémentaires, il baissait. Le gouvernement a dû reconnaître ces inégalités criantes. Le résultat des négociations en cours est encore incertain.

La répression frappe aussi dans les campagnes. Le 12 janvier, par exemple, le dirigeant de la Fédération des paysans du Bangladesh (BKF), dans le district de Bhola, a été violemment agressé par les propriétaires fonciers locaux, subissant de graves blessures internes. Il est toujours à l'hôpital.

Sécurité au travail

Le pays est dirigé par la Ligue Awami et Sheikh Hasina, Première ministre, qui a instauré un régime autocratique – emportant officiellement 288 des 300 sièges au Parlement lors des récentes élections. La répression politique et sociale est généralisée. Le gouvernement manœuvre actuellement auprès de la Cour suprême pour paralyser la mise en œuvre des accords sur la sécurité dans les entreprises qui avaient été signés après la catastrophe industrielle du Rana Plaza. S'il obtient gain de cause, les employeurs seront protégés contre toute action légale et pourront licencier librement les travailleurEs qui dénonceraient la non-application des normes standards de sécurité.

L'économie du Bangladesh (165 millions d'habitants) repose largement sur l'industrie textile (80% des exportations). C'est le deuxième pays producteur après la Chine. Quelque 4 millions d'ouvrières et ouvriers sont employés dans ce secteur, qui comprend près de 4 500 ateliers. Ils fabriquent des vêtements pour les distributeurs occidentaux comme H&M, Primark, Walmart, Tesco, Carrefour et Aldi : « nos » entreprises...

Pierre Rousset

« #FRIDAYSFORFUTURE » EN ALLEMAGNE

Des lycéenEs réchauffent le climat social

10 000 lycéenEs ont manifesté vendredi 25 janvier à Berlin, malgré un froid glacial, contre le réchauffement climatique et pour une sortie du charbon la plus rapide possible. Dans toute l'Allemagne (une cinquantaine de villes), ils étaient à nouveau plusieurs dizaines de milliers pour ce deuxième vendredi d'affilée à « faire grève » et sécher les cours pour descendre dans la rue.

Ces manifestations, sous le slogan *Fridays for Future* (« Vendredis pour l'avenir ») sont inspirées par Greta Thunberg, une jeune militante écologiste suédoise qui vient d'avoir 16 ans et pratique cette « grève de l'école » depuis l'été dernier. Elle a déclaré devant la COP24 : « Notre civilisation est sacrifiée pour permettre à un très petit nombre de personnes de continuer à gagner énormément d'argent [...] Et si les solutions au sein du système sont à ce point impossibles à trouver, nous devrions peut-être changer le système lui-même. » Elle n'a pas mâché ses mots non plus au Forum mondial de Davos : « Certaines

personnes, certaines entreprises, et certains responsables politiques en particulier savent très précisément quelles valeurs inestimables ils ont sacrifiées afin de gagner des sommes d'argent inimaginables. Et je pense que beaucoup d'entre vous, aujourd'hui présents, font partie de ce groupe de personnes. » En Suisse et en Belgique aussi, des dizaines de milliers de jeunes sont descendus dans la rue.

Engraisser encore les pollueurs ?

La manifestation à Berlin s'est tenue devant les assises d'une « commission sur le charbon »¹ du gouvernement d'Angela Merkel qui doit décider de

l'avenir des centrales thermiques et à laquelle participent politiciens, directions syndicales, ONG écologistes et organisations patronales : la fameuse « concertation » à l'allemande ! Au moment où nous écrivons, cette commission n'a pas fini de siéger, mais on a déjà eu vent d'environ 50 milliards d'euros que les contribuables devraient payer – en grande partie au titre de dédommagements versés aux trusts énergétiques pour des fermetures dites anticipées de centrales thermiques. D'ailleurs le cours en bourse du trust RWE, connu pour ses centrales au lignite² particulièrement polluantes, a augmenté de 25% depuis fin octobre dernier grâce à cette perspective de « sortie du charbon » à la sauce Merkel !

Sortir du charbon ou sortir du capitalisme ?

Dans la coordination au niveau national des *Fridays for Future*, on trouve une partie des ONG écologistes qui participent à cette commission (en particulier Greenpeace) ou encore l'organisation de jeunesse du Parti vert en Allemagne. Ce dernier, bien que très institutionnel et qui participe à des gouvernements régionaux, a fait quelques bonds récents sur le terrain électoral, tandis que face à

l'émergence sur ce même terrain de l'extrême droite (AfD), le SPD (sociaux-démocrates) comme les partis traditionnels de droite (CDU/CSU) accusaient des pertes sévères. C'est en votant pour ces Verts, qui ont quelque peu rajeuni leur look, qu'une partie non négligeable de l'électorat a signifié son rejet des réactionnaires racistes d'extrême droite. Au-delà des préoccupations écologiques, profondes et légitimes, il semble bien que des milliers de jeunes, et souvent très jeunes, se politisent et ne soient pas prêts à se borner à un lobbying auprès des ministères et autres commissions gouvernementales. Il semble bien qu'ils s'inspirent plutôt du franc-parler de Greta Thunberg et partent à la recherche de moyens pour « changer le système lui-même » plutôt que seulement le climat. Ce qui veut dire s'attaquer à sa nature capitaliste.

Toni Robert

1 – De son nom officiel « Commission pour la croissance, le changement structurel et l'emploi ».

2 – L'Allemagne est le premier producteur mondial de ce charbon qui émet deux fois plus de dioxyde de carbone lors de la production d'énergie électrique que le gaz naturel. L'été dernier, il y a eu de grandes manifestations contre une déforestation envisagée par RWE pour sa mine de lignite à Hambach en Rhénanie.



DR

Après plus de deux mois de mobilisation, le mouvement des Gilets jaunes se poursuit et continue d'être un (énorme) caillou dans la chaussure du macronisme triomphant. Les enjeux qui se posent à la mobilisation sont aujourd'hui multiples : faire face à la politique de répression d'État, violente et systématique, dépasser les risques d'essoufflement et d'instrumentalisation, établir des convergences entre Gilets jaunes et mouvement ouvrier organisé (dont les directions, il faut le dire, ont adopté depuis le début du mouvement une stratégie suicidaire), défendre et construire la perspective de la journée de grève du 5 février... Autant de questions abordées, depuis plusieurs semaines, dans nos colonnes (voir dans ce numéro les pages 2-3 et 12).

Ainsi, si nous avons décidé de parler, cette semaine, dans les pages centrales de notre hebdomadaire, de l'agression dont le cortège du NPA a été victime à Paris lors de la manifestation du 26 janvier, ce n'est pas parce que celle-ci nous semble être « l'événement politique » de la semaine dernière. Il s'agit pour nous de marquer le coup et de souligner la gravité de cette agression. L'extrême droite est un poison pour les mobilisations sociales, et l'a de nouveau démontré avec ces attaques contre le cortège du NPA, mais aussi avec les attaques perpétrées dans d'autres villes au cours des dernières semaines. Ainsi, nous le disons haut et fort, et entendons le répéter avec celles et ceux qui nous ont témoigné leur soutien suite à l'agression de samedi dernier : les groupuscules d'extrême droite ne nous empêcheront pas de manifester !



PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA

L'EXTRÊME DROITE NE NOUS EMPÊCHERA PAS DE MANIFESTER AVEC LES GILETS JAUNES



CORTÈGE DU NPA ATTAQUÉ À PARIS. NOUS NE NOUS LAISSERONS PAS INTÉRESSER

Samedi 26 janvier, lors de l'acte XI des Gilets jaunes à Paris, le cortège du NPA a été attaqué à deux reprises par un individu d'extrême droite. Organisé et ultra-violent, le groupuscule fasciste « les Zouaves » (qui a revendiqué le coup) a ciblé délibérément notre cortège, blessant plusieurs de nos camarades.

Ce groupuscule n'a rien à voir avec le mouvement des Gilets jaunes, au côté desquels nous défions depuis plusieurs semaines sans que cela n'ait jamais posé de problème. Les groupes de Gilets jaunes présents lors des agressions de ce samedi ont d'ailleurs été choqués par ces attaques, et certainEs manifestantEs sont intervenus à nos côtés pour repousser les fachos. Contrairement à ce que certains médias qui se sont fait l'écho de ces agressions ont pu raconter, il ne s'agissait en effet pas d'« affrontements entre extrême droite et extrême gauche ». On parle bien ici d'attaques caractérisées contre des manifestantEs, avec l'intention de faire (très) mal, contre lesquelles nous nous sommes défendus : qu'il s'agisse des forces de répression de l'État ou des commandos fascistes, on ne nous empêchera pas de manifester !

Une volonté de casser les convergences

De toute évidence, les courants d'extrême droite n'apprécient guère les convergences, même si elles demeurent trop faibles, qui s'organisent entre mouvement ouvrier et mouvement des Gilets jaunes. Celles-ci se sont notamment matérialisées ces dernières semaines, dans un



Le cortège du NPA lors de l'Acte IX à Paris, samedi 12 janvier. PHOTO THÈQUE ROUGE / MARTIN NODA

nombre croissant de villes, par des « manifestations du samedi » regroupant militantEs politiques, syndicaux et Gilets jaunes, mais aussi par le développement de la discussion, au sein des Gilets jaunes, autour de la perspective de rejoindre la grève du 5 février, avec entre autres l'appel d'Éric Drouet. L'agression contre le NPA est une énième confirmation du fait que

la présence de l'extrême droite dans les manifestations des Gilets jaunes est un poison pour le mouvement : l'attaque que nous avons subie visait à casser la manifestation, à l'affaiblir, et fait bien évidemment le jeu du pouvoir. Celui-ci redoute une jonction entre mouvement ouvrier et mouvement des Gilets jaunes, et les groupuscules fascistes sont en ce sens de commodes alliés pour

tous ceux qui veulent faire taire la contestation sociale.

Notre détermination est intacte

Et le cas de Paris n'est malheureusement pas le seul : dans d'autres villes, entre autres à Lyon et à Bordeaux, des groupuscules d'extrême droite tentent depuis plusieurs semaines de faire leur sale boulot, et se sont

**US
STER
S!**



**PARIS:
INTIMIDER!**

une cinquantaine
des agressions)

fait – fort heureusement – virer à plusieurs reprises des manifestations. Mais ils sont bel et bien là et, sans crier à la « fascisation » du mouvement des Gilets jaunes, argument fallacieux – mais commode – pour certains qui refusent depuis le début de soutenir la mobilisation, les agressions de samedi soulignent l'urgence, pour l'ensemble du mouvement ouvrier, de se saisir de la situation et de mettre un coup d'arrêt aux agissements de ces groupuscules. Nous refusons de nous laisser intimider ! Le NPA continuera de construire, avec détermination, le mouvement contre Macron et ses politiques antisociales, et sera présent lors des prochaines mobilisations à l'occasion de l'acte XII des Gilets jaunes samedi prochain. Mais c'est bel et bien une riposte et un investissement massif et concret du mouvement ouvrier qui est à l'ordre du jour. Les marques de soutien au NPA et de protestation contre l'extrême droite (voir ci-contre) sont un premier pas, et nous ferons tout, avec l'ensemble des organisations de la gauche sociale et politique, ainsi qu'avec les différents groupes de Gilets jaunes, pour mettre un terme aux agissements de ces groupuscules, afin qu'ils cessent de s'attaquer aux mobilisations sociales.

Julien Salingue

Nous publions les divers communiqués en réaction à l'agression dont le NPA a été l'objet à Paris. Des communiqués issus de forces diverses, que nous remercions ici et auxquelles nous rappelons notre objectif maintenu d'une riposte antifasciste commune face aux menaces qui pèsent sur le mouvement social.



Lutte ouvrière
Solidarité avec le NPA, après l'agression de son cortège par un groupe d'extrême droite

Lors des manifestations parisiennes des gilets jaunes, samedi 26 janvier, un groupe d'extrême droite a violemment attaqué le cortège du NPA. Le fait que ces nervis aient revêtu des gilets jaunes ne trompe personne. Cette agression relève des méthodes classiques des apprentis fascistes : faire le coup de poing contre ceux qui se réclament du mouvement ouvrier. Lutte ouvrière exprime sa totale solidarité avec les militants du NPA.

Nathalie Arthaud



Parti de Gauche
Non aux violences de l'extrême droite

Au cours de la manifestation des gilets jaunes à Paris le samedi 26 janvier, plusieurs dizaines de membres d'un groupe d'extrême droite se sont attaqués à des militantEs du NPA.

Le Parti de gauche apporte son soutien et sa solidarité aux camarades du NPA. Le même jour on apprend que la police a interpellé des activistes identitaires dans leur local du 15^e arrondissement qui s'armaient en vue de commettre des agressions contre des militants antifascistes. À Lyon aussi, à plusieurs reprises l'extrême droite a commis des violences envers des manifestants lors des rassemblements des gilets jaunes.

La solidarité antifasciste doit rester sans faille. Ici encore le ministre de l'Intérieur marque son incapacité en laissant ces faits gravissimes sans réponse.

Benoît Schneckenburger



Solidaires
L'extrême droite est, toujours, notre ennemie !

Samedi 26 janvier, quelques dizaines d'individus d'un groupe d'extrême droite ont profité de l'acte XI des Gilets jaunes pour attaquer le cortège du NPA à Paris. Plusieurs personnes ont été blessées. Parmi elles, un de nos camarades de Sud PTT a été conduit à l'hôpital pour être suturé. Nous condamnons fermement cette attaque et apportons toute notre solidarité à celles et ceux qui ont été agressés.

Nous restons plus que jamais vigilantEs à toute tentative d'instrumentalisation des manifestations par l'extrême droite et c'est bien aussi l'un des sens fondamentaux de notre présence, en tant que syndicalistes, dans les manifestations des samedis. Syndicalistes, nous ne laisserons pas l'extrême droite faire de la contestation sociale son terrain de jeu.

Syndicalistes, nous ne laisserons pas non plus les revendications d'une plus grande justice sociale se faire instrumentaliser par l'extrême droite, quelles que soient ses formes.



Dans l'État espagnol, le soutien d'Anticapitalistas

L'Union syndicale Solidaires, engagée depuis toujours dans la bataille contre l'extrême droite, continuera de mener toutes les batailles contre ceux qui prônent la haine de l'immigré, le racisme, l'antisémitisme sous quelque forme que ce soit.



Alternative libertaire
Aggression fasciste en manifestation : ripostons ensemble le 2 février

Samedi 26 janvier, au cours de l'acte XI des Gilets jaunes, un cortège regroupant des militantes et militants du NPA a été pris à partie par une bande de fascistes armés de coups-de-poing américains et de pierres.

Alors que nos camarades du NPA se battent chaque jour contre les inégalités sociales, les fascistes qui les ont agressés ne font que répandre leurs discours antisémites, racistes et xénophobes au sein du mouvement des gilets jaunes.

Nous l'avons déjà dit et nous le redisons, l'extrême droite n'a sa place nulle part : ni dans la rue ni dans le mouvement des gilets jaunes. L'extrême droite n'a jamais défendu les classes populaires et s'est toujours tenue aux côtés des patrons.

Alternative libertaire exprime toute sa solidarité aux camarades du NPA et en particulier aux militantEs blessés suite à cette attaque. Nous continuerons de nous opposer résolument aux tentatives d'infiltrations de la part des fascistes. Nous ne céderons pas aux intimidations. Nous appelons l'ensemble des forces progressistes à descendre dans la rue le samedi 2 février pour réaffirmer la force de nos luttes communes.



CNT
Soutien aux militantEs du NPA agressés par des nervis d'extrême droite

Alors que des milliers de personnes défilaient samedi 26 janvier à Paris, à l'occasion de l'acte XI du mouvement des gilets jaunes, des nervis d'extrême droite ont agressé à deux reprises le cortège des camarades du NPA. Cette agression envers nos camarades révolutionnaires, témoignent une fois de plus que les partis d'extrême droite sont et seront toujours du côté de la classe capitaliste et du côté de la bourgeoisie. Leurs agissements, leurs violences à l'égard des militantEs du mouvement

social, visent à faire le jeu du patronat en voulant affaiblir les mobilisations en cours.

La Confédération nationale du travail apporte son soutien et témoigne de sa solidarité au NPA, mais plus largement à l'ensemble des militantEs anticapitalistes, militantEs ouvrierEs victimes de répression policière et fasciste. No pasaran !

Le bureau confédéral de la CNT



Sud PTT
Pour un front unitaire antifasciste

Samedi lors de l'acte XI des Gilets jaunes à Paris, le cortège du NPA a été attaqué par un groupe identitaire fasciste les Zouaves. Des militantEs ont été blessés, dont un membre de notre fédération.

Ces nervis sont même allés jusque salir Clément Meric, jeune militant de Solidaires mort sous les coups de ces fascistes. Depuis le début des manifestations le samedi, l'extrême droite et les identitaires essayent de récupérer le mouvement des Gilets jaunes. À Lyon, une partie du cortège a été attaquée par des fascistes la semaine dernière. À Toulouse, des militantEs antifascistes d'extrême gauche ont reçu des menaces de mort.

La présence de l'extrême droite depuis le premier acte des Gilets jaunes, les agressions et les tentatives d'intimidation contre les militantEs antifascistes et anticaristes ne sont pas à minimiser. La riposte et la défense doivent être unitaires et sans faille devant ces agissements et concernent l'ensemble des mouvements sociaux, progressistes. Cela devra se concrétiser dans les prochaines manifestations notamment par un service d'ordre unitaire et capable de riposter s'il le faut aux attaques violentes de l'extrême droite.

Dans ce sens la fédération SUD PTT répond favorablement à la proposition faite par le NPA aux organisations de la gauche sociale et politique et aux groupes de Gilets jaunes pour examiner la riposte.



Ensemble
Solidarité avec les militantEs du NPA agressés par l'extrême droite

Ce samedi 26 janvier, des militantEs du Nouveau parti

anticapitaliste (NPA) ont participé à « l'acte XI » de la mobilisation des Gilets jaunes. Vers 15h, en plein cortège, ils et elles ont soudain été attaqués par des fascistes armés de pierres, de barrières de chantier, de bâtons et de cordes. Plusieurs des militantEs du NPA ont été légèrement blessés, et toutEs très choqués de cette agression. Nous affirmons notre solidarité et notre camaraderie à ces militantEs et à leur organisation. Cette agression a été rendue possible par un contexte dans lequel l'extrême droite est banalisée et dont les militantEs les plus radicaux entendent profiter d'un mouvement social hétérogène pour diffuser leur venin réactionnaire. Partout, les cortèges doivent isoler et se désolidariser des actions de ces militants de la haine. Le NPA, comme d'autres organisations, dont Ensemble!, représente tout ce que l'extrême droite déteste : contre toutes les formes de discrimination, pour la défense des droits fondamentaux de tous et toutes, contre l'autoritarisme et le nationalisme, pour l'avènement d'une société juste et solidaire. À travers l'agression de cette organisation, ce sont toutes les personnes qui, à l'intérieur du mouvement, se battent pour une issue politique progressiste qui ont été symboliquement ciblées. Dans le mouvement des Gilets jaunes ou en dehors, nous lutterons toujours avec le NPA et les autres organisations qui participent à cette lutte, contre l'extrême droite et ses milices.



La Horde
Gilets jaunes : le cortège du NPA agressé par des fascistes

Le cortège du NPA a été très violemment attaqué hier samedi, lors de l'acte XI des Gilets jaunes à Paris par « les Zouaves », un groupe informel regroupant des militantEs d'extrême droite radicale de différentes organisations et des ultras. La semaine dernière, ils avaient déjà agressé des militantEs de l'Action antifasciste Paris-Banlieue.

En premier lieu, nous voulons témoigner tout notre soutien aux camarades agressés, d'hier comme de la semaine dernière. En second lieu, comme nous le disions

en début de semaine, l'extrême droite se lâche de plus en plus dans le mouvement des Gilets jaunes, à la fois sur les réseaux sociaux et dans la rue, en particulier à Paris, où des personnalités d'extrême droite, comme Victor Lenta et ses amis, ont carrément intégré le « service d'ordre » des GJ. Il est plus que temps que ce mouvement prenne la mesure du problème que pose la présence d'éléments d'extrême droite en son sein, au lieu d'alterner entre politique de l'autruche et fausse naïveté béate... En attendant, il importe que toutEs les antifascistes de bonne volonté se coordonnent et s'organisent, de façon à ce que l'extrême droite ne se croit pas tout permis.



Anticapitalistas (État espagnol)
Solidarité avec les camarades du NPA!

Dans l'après-midi du samedi 26 janvier, un groupe de militantEs d'extrême droite a attaqué un cortège de camarades du NPA qui participaient à la manifestation à Paris des Gilets jaunes, l'acte XI. En tant qu'organisation sœur du NPA, nous voulons transmettre toute notre solidarité avec nos camarades qui ont été agressés, et avec l'ensemble du NPA qui est aujourd'hui attaqué politiquement. Nous sommes fiers de vous voir défiler parmi les Gilets jaunes, en contribuant à construire ce mouvement, en apportant vos idées et vos expériences, et nous savons que cette attaque ne fera rien contre votre détermination de continuer à le faire.

Dans l'État espagnol, nous faisons aussi face à une remontée de l'extrême droite, comme dans beaucoup d'endroits du monde. Nous savons que construire une organisation militante et révolutionnaire est un atout essentiel pour leur faire face, et c'est pour cela qu'on devient la cible de leurs attaques.

Nous resterons unis, solidaires, et décidés à nous battre pour un monde plus juste, débarrassé de l'exploitation et des oppressions, en développant l'auto-organisation des travailleurEs et des opprimés. Vive le NPA ! No pasaran !



Fabien Roussel ✓
@Fabien_Rssl

Abonné

Encore des blessés, encore un usage scandaleux des armes policières. Soutien à Jérôme #Rodrigues, soutien au cortège du @NPA_officiel, lachement agressé par l'extrême droite. #GiletsJaunes #acteXI

20:35 - 26 janv. 2019



Ian Brossat ✓
@IanBrossat

Suivre

Totale solidarité avec les camarades du NPA. Plein soutien !

Olivier Besancenot @olbesancenot
Cortège du NPA agressé par l'extrême droite : nous ne nous laisserons pas intimider ! npa2009.org/communiqu/cor...

20:36 - 26 janv. 2019

ST MICROELECTRONICS

L'argent reste dans les caisses du patronat

ST Microelectronics est une entreprise de 100 000 salariéEs en France, membre du CAC 40, qui reçoit près de 200 millions d'aide par an (dont 43 millions de CICE en 2018). Les actionnaires sont bien servis avec 215 millions d'euros de dividendes versés en 2018.

Notre direction lance un programme de rachat d'actions pour un montant maximum de 750 millions de dollars sur une période de 3 ans, qui profitera en majorité, comme d'habitude, à une minorité de personnes déjà bien servies ! Dans le même esprit, le nouveau PDG, dès sa désignation, a bénéficié de 100 000 actions gratuites sans avoir fourni aucun travail dans ses nouvelles fonctions. De l'autre côté, avec une inflation officielle de 1,6%, la politique salariale s'est résumée à une augmentation de 2% en moyenne pour les ingénierEs et cadres, de 2,3% pour les technicienEs et les ouvrierEs... et de 35% pour le staff dirigeant de l'entreprise ! Dans une entreprise où l'État est actionnaire, les salariéEs ont cru que la prime suggérée par le gouvernement Macron serait versée. Mais non. La direction, de la même manière que Macron pour le SMIC, tourne autour du pot et propose de discuter autour de l'accord d'intéressement.

Construire la mobilisation

La CGT de ST Crolles s'est appuyée sur l'irritation provoquée par la situation pour engager les mobilisations sur les salaires en vue des Négociations annuelles obligatoires (NAO). Le syndicat dénonce le refus de verser la prime Macron de 1000 euros, et réclame 150 euros d'augmentation générale. Pour appuyer ces exigences la CGT appelait à un rassemblement le 21 janvier devant le site de Crolles. Étaient présentEs des membres du CAD (syndicat autonome) qui avait relayé l'appel, et des éluEs CFDT à titre individuel. La CFE-CGC, qui ne tient pas à se mélanger avec la CGT, appelait à un rassemblement à midi dans l'enceinte du site, auquel... 15 personnes ont participé. Notre rassemblement a été un petit succès avec 200 manifestantEs dont une quinzaine de Gilets jaunes qui nous avaient rejoints. Pour poursuivre, il est prévu d'interpeller les autres syndicats et surtout de rencontrer les salariéEs pour décider des suites de la mobilisation. Par ailleurs, depuis avant les vacances de Noël, des rapprochements avaient été engagés avec les Gilets jaunes, notamment présents au rond-point de la zone commerciale adjacente à la zone industrielle de ST. D'autres actions sont envisagées, en premier lieu dans le cadre de la préparation de la mobilisation du 5 février, journée interprofessionnelle de grève et de manifestation.

CorrespondantEs NPA 38

FORD BLANQUEFORT

PSE non homologué, la bataille peut continuer

L'information est tombée tard dans la soirée de lundi 28 janvier: la Direccte refuse d'homologuer le PSE de Ford au motif que les obligations de la loi Florange n'ont pas été complètement respectées. En conséquence, Ford ne peut pas le mettre en œuvre immédiatement.

Soit la multinationale conteste la décision de la Direccte auprès du tribunal administratif de Bordeaux, soit elle revoit son document. C'est-à-dire qu'elle convoque à nouveau le Comité d'entreprise pour une ou deux réunions, histoire de se mettre « dans la loi ».

Quelques semaines de répit

Nous ne savons pas ce que cela signifie très précisément. Quelle sera la marge de manœuvre de Ford, si elle conteste ou pas ? Quelles seront ses obligations ? Quel temps cela prendra-t-il avant de soumettre le nouveau PSE à l'avis de la Direccte ? Ce que nous retiendrons, c'est que cela donne un délai supplémentaire, de quelques semaines (un mois ?) pendant lequel nous allons continuer la bataille. Notre objectif reste d'aboutir à une solution de reprise de l'usine, avec la sauvegarde d'environ 400 emplois directs et des emplois induits qui vont avec dans la région.

Nous n'avons évidemment aucune certitude sur le fait que ces semaines de répit résoudront notre problème. Mais pour avoir une chance d'y arriver, il nous fallait ce refus d'homologation, c'était incontournable. Cela peut changer la donne. Déjà, Ford se prend une « petite » claque. Et ça fait plaisir ! Donc ce « bon » PSE dont elle était si fière, qui était d'après elle un des meilleurs du pays, qui garantissait l'avenir des salariéEs, il voilà refusé. Mais encore faut-il avoir, derrière, les moyens de contraindre Ford à étudier sérieusement le projet de reprise et à envisager de vendre son usine. Il faut aussi pousser le repreneur à concrétiser son projet, notamment en obtenant des engagements de leurs clients. Enfin il faut absolument que l'État intervienne clairement pour imposer



des solutions « originales », pour qu'au bout, l'usine soit préservée. C'est très compliqué, mais nous n'avons pas de raison d'abandonner tout espoir. Même s'il n'est pas facile d'entrevoir les leviers que nous avons actuellement pour maintenir la pression. Le rapport de forces reste défavorable, avec dans l'usine des collègues pour l'essentiel passifs, convaincus qu'il n'y a rien à faire pour changer la donne, certains même attendant « impatientement » la fin de l'histoire.

La résistance continue

Source de complication pour celles et ceux déterminés à sauver leurs emplois, Ford a globalement

réussi à opposer les collègues qui veulent partir à celles et ceux qui veulent garder leur emploi dans l'usine. C'est terrible et triste à la fois. Le lendemain de la décision de la Direccte, il y a eu quelques altercations entre collègues, des reproches plus ou moins agressifs adressés à l'intersyndicale. L'individualisation des situations favorise le chacun pour soi alors qu'on devrait mettre en avant le collectif de travail, le collectif

tout court qui est notre seule véritable force.

Un climat d'inquiétude pèse sur tout le monde, ce qui est logique. Il est souvent difficile de d'échanger sereinement. Bizarrement, la propagande de la direction de l'usine, pourtant complètement discréditée, laisse des traces. Des collègues pré-retraitables ou sur le départ (parce qu'ils auraient un autre emploi à l'extérieur) auraient peur de tout perdre. D'un autre côté, une bonne partie des collègues espèrent bien sûr ne pas être licenciés et se retrouver dans les bureaux de Pôle emploi, dans la galère des petits boulots. Parce nous sommes quand même un certain nombre à savoir que dehors c'est le chômage et la précarité pour des millions de gens. Et que la meilleure façon de trouver un emploi, c'est de défendre et garder celui que nous avons.

Alors la résistance continue. Il nous faudra trouver des moyens d'action, des initiatives, car nous ne pouvons pas nous contenter des réunions à Bercy ou ailleurs. L'ambiance n'est malheureusement pas à la lutte dans l'usine. Donc nous cherchons d'autres idées. D'ores et déjà, une soirée concert de solidarité est organisée à Bordeaux le samedi 2 mars. Ce sera un acte de résistance, une manière de montrer que nous sommes déterminés et aussi que le sort d'une usine, cela concerne toute la population, par exemple les artistes et salariéEs du milieu culturel qui viendront et travailleront en soutien.

Philippe Poutou



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

LA POSTE Solidarité financière avec les postierEs grévistes du 92!

Cent cinquante postierEs sont en grève reconductible depuis le 26 mars 2018 dans les Hauts-de-Seine (92). Après le licenciement de Gaël Quirante, les poursuites au tribunal pour l'empêcher d'entrer dans les centres, les interventions des CRS, de la BAC, les paies à 0 euro pour l'ensemble des grévistes, la grève tient!

Les raisons de la colère sont nombreuses. À l'heure où la direction de La Poste cherche à passer en force pour faire toujours plus de profit sur le dos des postiers, dans le 92 les collègues ont décidé de relever la tête et de dire non aux suppressions d'emploi, aux réorganisations, à la précarité et à ces fermetures de bureaux qui minent le service public postal.

Il faut continuer à verser à la caisse de grève ! Et il y a aussi le très beau calendrier



H. CUCK

2019 édité par les grévistes, dédié par de nombreuses personnalités (Ken Loach, Emma, Stéphane Brizé, Assa Traoré...) qu'on peut se procurer auprès des camarades et diffuser partout autour de nous.

Pour verser à la caisse de grève: <https://www.lepotcommun.fr/pot/kgmfl66>
Chèques à l'ordre de Sud Poste 92: 51, rue Jean-Bonal 92250 La-Garenne-Colombe, mention « solidarité grévistes » au dos.
Même adresse pour commander des calendriers: 10 euros, 15 euros prix de soutien... ou plus!

ÉDUCATION NATIONALE

La mobilisation reste à construire

Judi 24 janvier, les personnels enseignants ont une nouvelle fois défilé contre les réformes du gouvernement et pour réclamer des moyens pour pouvoir travailler décemment.

La grève a surtout été suivie dans les collèges et les lycées, puisque l'appel des organisations syndicales ne mentionnait que les personnels du second degré, mais dans les cortèges étaient également présents des professeurEs des écoles. Dans les défilés, on pouvait également voir des « Stylos rouges ».

L'Éducation nationale attaquée de toutes parts

Les raisons de la colère ne manquent pas. La réforme du lycée, contre laquelle les lycéenEs se sont révoltés en masse en décembre, va renforcer considérablement les inégalités entre établissements et la sélection des jeunes, au détriment des lycées les plus populaires. Dans les lycées

SANTÉ Coup d'envoi d'un « printemps de la psychiatrie » ?



Dans la manifestation du 22 août. DR

Le rassemblement avait pour objectif de dénoncer la situation critique dans laquelle se trouvent, en France, le soin psychique et le service public de psychiatrie. À noter, en dépit de la dérobade de la fédération CGT santé, la présence de syndicats CGT parfois venus de loin : Vosges, Oise, Massif central, Moselle, Nantes, Sarthe, Angers, Lavaur (Tarn), Caen...

Contre le démantèlement du dispositif de soins publics

Quelques centaines, cela peut sembler encore dérisoire au regard de ce qui est nécessaire pour bloquer la politique destructrice de ce gouvernement. C'est pourtant une première tentative prometteuse, en vue de fédérer les luttes en psychiatrie, après les grèves locales déterminées des derniers mois à Rennes, à Toulouse, au Rouvray, au Havre, à Amiens... et d'autres qui ont contraint le ministère à des reculs.

Ces grèves n'ont pas seulement posé la question du manque de moyens, et des conditions de travail difficiles. Elles ont mis en avant la défense du soin psychique, et d'institutions « accueillantes » la folie, et ne la « traitant » pas seulement à coup de médicaments, de « protocoles » standardisés et de contraintes sécuritaires. L'alliance, dans le rassemblement, place de la République, d'organisations et de collectifs de psychiatres, de personnels, d'associations d'usagerEs et de familles, poursuit dans cette voie, comme l'ont souligné les différentEs orateurEs.

Quelques jours plus tôt, Agnès Buzyn, ministre de la Santé, avait dû reconnaître que sa promesse faite début 2018 (« La psychiatrie ne sera plus le parent pauvre de la médecine, j'en fais une priorité de santé ») peinait à se concrétiser. « Les remèdes que nous avons commencé à administrer étaient sinon trop lents, à tout le moins trop tardifs », a-t-elle dû admettre, mais c'était seulement pour annoncer quelques nouvelles mesures cosmétiques, permettant d'alimenter la communication gouvernementale. Les 100 millions promis par Agnès Buzyn étaient déjà, pour une part, prévus, et ils ne sont qu'un simple saupoudrage sur des objectifs « ciblés », qui ne répond en rien aux besoins

réels de la psychiatrie. Cela ne mettra pas fin au démantèlement en cours du dispositif de soins public dans et hors l'hôpital...

À la suite du rassemblement, un cortège s'est rendu à l'Assemblée nationale, où une députée macroniste bien « droite dans ses bottes » s'est faite conspuer, tandis que des députés de La France insoumise venaient serrer les mains des manifestantEs.

Malgré la neige, nous étions, le 22 janvier, plusieurs centaines de professionnelEs de la psychiatrie, place de la République à Paris, réuniEs à l'initiative de plusieurs collectifs (Amiens, Rouen, le Havre, Paris, « Collectif des 39 », etc.), de l'Union syndicale de la psychiatrie (syndicat de psychiatres), de la fédération Sud santé sociaux, d'associations de patientEs et de familles de malades (UNAFAM)...

Sous la neige, le 22 janvier, ont peut-être été semés les germes d'un « printemps des luttes » pour la psychiatrie, auquel appelle un manifeste d'associations, de syndicats, de partis (dont le NPA), rendu public à cette occasion.

Correspondant

1 - <https://humapsy.wordpress.com/2019/01/16/printemps-de-la-psychiatrie-pour-un-renouveau-des-soins-psychiques/>

RÉPRESSION

Zone non accessible à la CGT

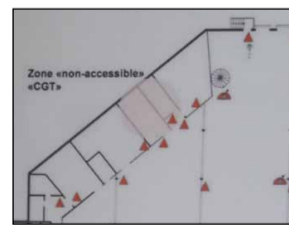
Cela est inscrit sur le plan d'évacuation - document réglementaire - du dépôt de la société Kaplan à Ville-neuve-la-Garenne (92). Cette société a été rachetée en 2017 par le groupe Warning, spécialisé dans la livraison à domicile des clients de grandes surfaces comme Carrefour. Les nouveaux propriétaires de Kaplan ne sont pas dingues au point de croire que la CGT est radioactive, mais ils sont juste furieux de voir que la CGT a pu imposer des élections de représentants du personnel, et en plus être largement majoritaire.

Ils ont donc décidé d'interdire aux élus CGT l'accès aux locaux administratifs. Circonstances atténuantes pour eux, ces délégués CGT ne sont pas de tout repos : ils osent demander le paiement des heures supplémentaires,



le respect de la sécurité au travail et même... le respect des normes de sécurité sur les véhicules ! En somme, des délégués indépendants du patron. Insupportable...

Correspondant



RENAULT Affaire(s) Ghosn : l'opacité jusqu'au bout

Même au sujet des conditions de son départ de Renault, il sera décidément le symbole de l'avidité capitaliste. Carlos Ghosn, qui vient de démissionner de son poste de PDG du groupe, serait en train de négocier des indemnités de départ pouvant s'élever à 30 millions d'euros.

Pour succéder à Carlos Ghosn au poste de président de Renault, c'est l'ancien PDG de Michelin, Jean-Dominique Sénard, qui a été choisi.

PDG déchu cherche successeur immaculé (ou presque)

Un « patron très social » d'après le Figaro (dont les exigences à ce sujet sont très aiguës), un « social-macroniste » selon le Monde, désigné « gendre idéal du CAC 40 » par le Point... Imaginez-vous, cet humaniste se serait battu à la tête de Pechiney pour qu'il n'y ait « que » des centaines de suppressions d'emplois après la fusion avec Alcan. En 2017, il annonçait 1500 suppressions de postes chez Michelin en France, mais c'était sans licenciements bien sûr !

Alors, si la Croix le définit comme un « industriel de conviction », c'est peut-être plus en raison de son implication dans la « Réunion de la noblesse pontificale » (association regroupant les descendants en ligne masculine, dont il est, des nobles ayant reçu leur titre du Vatican) que pour autre chose.

Chargé par le gouvernement de superviser les agissements de la direction exécutive de Renault dans les négociations visiblement tendues avec Nissan, le nouveau président doit aussi gérer les suites des scandales de l'ex-PDG.

Une indécence sans bornes

Les salariéEs du constructeur pourraient en effet piquer une colère... rouge, si les informations sur les indemnités de départ de Carlos Ghosn se confirment. La presse parle de 30 millions d'euros. L'indécence des grands patrons est, elle aussi, sans limites ! Et ce ne n'est pas la présence de représentants de l'État au Conseil d'administration de Renault qui garantira les intérêts des travailleurEs. Ils ne s'étaient pas opposés à la création d'une obscure structure Renault-Nissan à Amsterdam, tout comme le gouvernement n'avait rien eu à dire sur la résidence fiscale de Ghosn aux Pays-Bas depuis 2012.

Le ministre de l'Économie Bruno Le Maire a beau faire les gros yeux aux PDG des grandes entreprises en exigeant de leur part du « patriotisme fiscal », il ne trompe personne. Au sujet des indemnités record de Ghosn, seule la crainte de réactions ouvrières à la succession de scandales pourrait les amener à négocier à la baisse le pactole de l'ancien patron.

Pour exercer un véritable contrôle sur les capitalistes, il ne faut pas s'en remettre au gouvernement qui est à leur service. Il faut imposer l'ouverture des livres de comptes des entreprises. Et après tout, qui fait ces comptes, qui classe les dossiers, qui est employé dans la banque, à voir passer chaque jours sous ses yeux ou sur ses écrans les sous de ceux qui en ont bien trop ? Si ce n'est des salariéEs, des prolos comme nous. Alors contrôler, rendre publics les comptes des patrons, pourquoi pas ?

Correspondant

professionnels, les horaires disciplinaires et les spécialités sont encore réduits, des suppressions massives de postes sont prévues, tandis que l'apprentissage est encore développé au détriment de la voie scolaire.

Dans les collèges, les dotations horaires globales (DHG) commencent à tomber, et ce sont encore des diminutions d'heures et des suppressions de postes !

Dans le premier degré enfin, malgré l'auto-congratulation du ministre Blanquer, l'imposition de CP à 12 sans moyens supplémentaires aboutit à l'alourdissement des effectifs dans les autres classes. Et tout cela alors que des classes ont encore été fermées à la rentrée !

Depuis la rentrée, nombreuses ont été les luttes dans le secteur de l'éducation. Dans les écoles maternelles et primaires, les personnels se sont mobiliséEs contre

des fermetures de classe. Dans les lycées, la grève du 14 décembre avait été massivement suivie. Plusieurs établissements étaient d'ailleurs entrés en grève reconductible contre la répression massive envers les lycéenEs, et pour exiger le retrait de la réforme du lycée. À Stains, les enseignantEs ont fait plusieurs semaines de grève contre l'entrée en fonction d'un gendarme à la retraite comme proviseur adjoint. Dans la foulée, des « collectifs contre les réformes Blanquer et Parcoursup » se sont constitués, associant enseignantEs, parents et élèves et soutenus par les syndicats.

La colère s'est également cristallisée avec la formation des collectifs de « Stylos rouges », après le discours de Macron du 10 décembre, dans lequel il n'avait pas eu mot sur la rémunération et les conditions de travail des enseignantEs.

Unifier les luttes, de la maternelle à l'université !

Cependant, jusqu'à présent, les luttes sont restées isolées, éparpillées entre établissements, entre premier et second degré. Si dans le second degré, les directions syndicales ont été obligées d'appeler à deux journées de grève nationales le 14 décembre puis le 24 janvier, elles n'ont aucune réelle volonté d'unifier ces luttes et de permettre une grève toutes et tous ensemble.

Pourtant, la volonté de se battre chez les collègues existe réellement. Le 24 janvier dernier, des AG se sont réunies après les manifestations. À Rouen, l'assemblée générale qui a réuni plusieurs établissements appelle à la grève le 5 février, jour de grève interprofessionnelle appelée par la CGT, et à en faire le point de départ d'une « lutte prolongée avec tous les secteurs mobilisés ».

À Paris, ce sont 74 établissements des académies de Paris, Créteil et Versailles, qui se sont retrouvés à la Bourse du Travail : les discussions ont là encore montré que beaucoup de collèges sont prêtEs à partir à grève reconductible, et la date du 5 février a été discutée comme point de départ d'un tel mouvement.

C'est en effet vers un mouvement d'ensemble qu'il faut aller. Le 5 février prochain, il s'agit que les enseignantEs, de tous les degrés, soient massivement mobilisés, et se réunissent en assemblées générales pour décider de la reconduction du mouvement.



DR

Comme viennent de le montrer les enseignantEs de Los Angeles qui ont gagné sur leurs revendications en faisant une semaine de grève reconductible, c'est seulement par la grève que nous pourrions faire reculer le gouvernement, et regagner les moyens qui nous ont été enlevés ces dernières années.

Correspondant

Les comités en action!

Rennes Résister à l'air du temps.

Alors que la presse locale se faisait largement l'écho, la semaine précédente, d'une petite cinquantaine de haineux du FN protestant contre l'ouverture d'un CADA à Rennes, nous étions près de 70 personnes à assister, dans l'indifférence médiatique, à la réunion publique pour la liberté de circulation, la liberté d'installation et l'égalité des droits organisée par le NPA Rennes avec Julien Salingue.

Après des témoignages forts et nécessaires d'exiléEs, Julien Salingue a présenté les éléments que veut poser le NPA dans le débat. Car au-delà de la dimension morale de l'accueil des personnes exilées, c'est surtout la dimension politique qu'il a mis en avant : les frontières (meurtrières) ne sont pas de simples barrières mais des armes politiques pour les possédants et les États pour asseoir leur domination, le business du contrôle des migrantEs rapportant des dizaines de milliards à des multinationales. Julien a aussi rappelé que, contrairement à des positions politiques nouvelles à « gauche » dernièrement, non, la présence des sans-papiers n'était pas la cause de la détérioration des conditions de travail et que la lutte, y compris syndicale, pour l'égalité des droits des travailleurEs devait être une priorité.

Le débat a évidemment été percuté par la situation sociale actuelle avec le mouvement des Gilets jaunes, non pas pour opposer ces deux luttes mais pour questionner notre politique antiraciste au sein de ce mouvement, trouver des axes de convergences et de luttes communes, si l'on veut bien s'en donner les moyens.

À Rennes, après le succès de la manif du 18 décembre et alors que la solidarité s'exprime au quotidien dans l'accueil de 150 personnes exilées dans un bâtiment occupé, le succès de la manifestation régionale du 2 février pour la régularisation de tous les sans-papiers est une de nos priorités.



NPA

l'Anticapitaliste la revue Le n°103 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à :

l'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Secteur jeune du NPA

Dans le mouvement et au-delà

Le Secrétariat national jeune (SNJ), direction du secteur jeune du NPA, s'est réuni les 26 et 27 janvier.

La discussion sur la situation politique – interrompue pour pouvoir aller aux manifestations! – a surtout tourné autour de notre intervention dans le mouvement des Gilets jaunes, avec notamment des retours de camarades jeunes de différentes villes.

Intervenir dans le mouvement, et comment ?

ToutEs les militantEs du NPA Jeunes sont sur le pont pour mobiliser et amplifier le mouvement face aux riches et au gouvernement à leur service. De Strasbourg à Toulouse en passant par Grenoble, Le Mans, Bordeaux, Lyon ou Paris... les militantEs du NPA Jeunes s'investissent, en se saisissant des possibilités locales, avec le même objectif : faire converger toutes les colères sur le terrain de la lutte des classes, pour que les travailleurEs fassent entendre leurs intérêts contre le patronat, pour l'instant trop épargné. Et deux militantEs du NPA Jeunes de Nanterre, Victor et Micka, individuellement ciblés par la présidence de l'université, sont d'ailleurs menacés d'exclusion en raison de leur militantisme.

Cependant, si la nécessité d'intervenir dans la situation fait consensus, les avis divergent sur la façon dont les militantEs du NPA Jeunes peuvent agir à leur échelle. Faut-il privilégier la mobilisation dans les universités ou les lycées? Rejoindre les Gilets jaunes sur les ronds-points

ou dans les quartiers populaires? Comment participer aux assemblées et aux manifestations? Que penser et comment s'emparer de l'échéance du 5 février? Autant de questions qui ont suscité des réponses différentes selon les analyses des divers courants et les expériences menées ici et là.

S'organiser pour combattre le système capitaliste

Une chose est sûre, les jeunes peuvent jouer un rôle dans la situation. LycéenEs, étudiantEs, jeunes travailleurEs : de Parcoursup

à la réforme de l'enseignement professionnel en passant par l'augmentation des frais d'inscription à l'université, il y a toutes les raisons de se révolter, sans parler de la précarité des emplois, de la montée de l'extrême droite ou des inégalités qui rongent la société capitaliste. C'est donc un programme résolument révolutionnaire que porte le NPA Jeunes et qu'il va faire entendre en participant à la campagne des élections européennes. Contre Macron, Le Pen et tous les souverainistes qui prétendent que

les frontières protègent les travailleurEs, la seule véritable alternative c'est celle de la lutte contre le système capitaliste.

Le SNJ a donc décidé de lancer une série de meetings et de réunions publiques pour défendre ces idées et récolter des fonds pour la souscription qui permettra au NPA d'être présent aux élections européennes. C'est l'occasion de réunir tous ceux qui veulent lutter pour une autre société et pourquoi pas... rejoindre le NPA!

Stéphane Pirès

Souscription du NPA



**UNE VOIX
ANTICAPITALISTE**

CONTRE MACRON ET L'EUROPE FORTERESSE

SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG



SOUSCRIPTION

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

MONTANT €

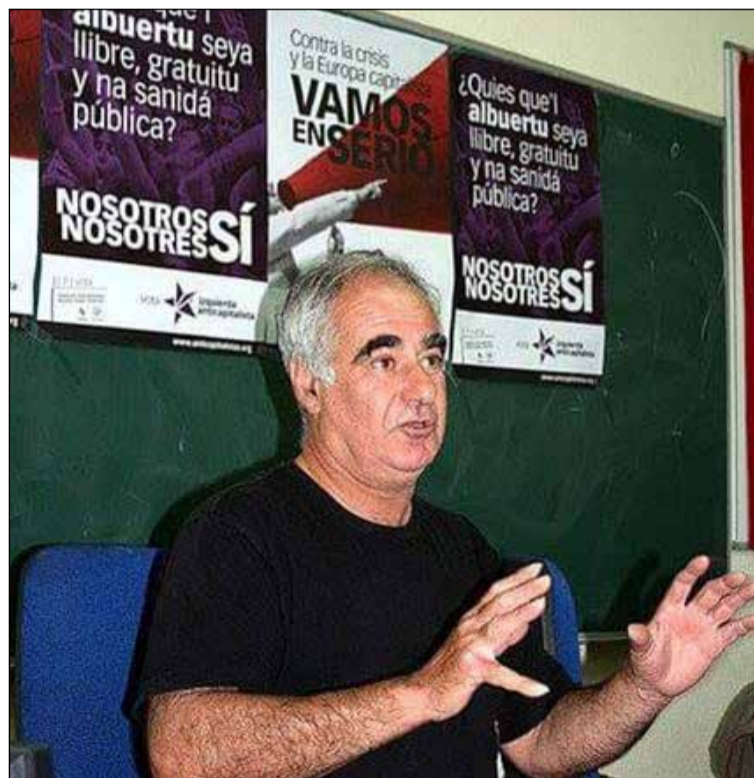
Chèque à l'ordre de « NPA souscription » à remettre à un·e militant·e ou à envoyer à : NPA, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil avec le coupon détachable dûment rempli.

SOUSCRIPTION.NPA2009.ORG

Les Nôtres

Jean-Marie Benaben

Jean-Marie – dit Jourdan, Juan quand il franchissait les Pyrénées – vient de nous quitter. Jean-Marie le fidèle, à ses idées, les idées révolutionnaires, et à son amour, Agnès, l'amour de sa vie.



DR

de 2003 sur les retraites, militant aussi à la CGT Éduc'action de Gironde, il a joué un rôle fondamental dans la grève reconductible,

animant un bulletin quotidien de la lutte, *En colère!* En 2001, il est élu conseiller municipal LCR à Saint-Médard-en-Jalles.

Assumant son mandat comme une lutte, il s'affronte au sein du conseil municipal à la majorité PS, mais surtout il se bat partout aux côtés des habitantEs des quartiers populaires.

Pour ses camarades, pour les travailleurEs avec qui il luttait, Jean-Marie était un moteur : précieux pour son énergie, pour son dévouement absolu, pour sa capacité à se lier sans concession avec les gens, les travailleurs, et à défendre avec talent les idées et les exigences de l'action. Quand Jean-Marie prenait la parole dans une assemblée ou une réunion, on pouvait être sûr qu'il allait droit au but, qu'il ferait « bouger les lignes », émouvoir. Que ce soit pour convaincre ou, comme il disait, pour « ouvrir la boîte à gifles »...

Jean-Marie a bénéficié longtemps d'une grande chance dans sa vie : Agnès, son amour, sa force. Quand Agnès (qui a aussi été membre de la direction nationale de la LCR) nous a quittés en janvier 2007, Jean-Marie a continué à se battre. Mais peu à peu, ce vide immense qu'il ressentait l'a englouti. Dans un combat désespérant contre les difficultés que cette chienne de vie accumulait sur lui, comme un joueur de rugby sonné, Jean-Marie s'est accroché « pour rester dans le match » pendant 12 ans. Il a perdu. Nous l'avons perdu, et toutes nos pensées vont à David et à la famille d'Agnès, la famille de cœur de Jean-Marie. Mais plus que jamais, il continue à nous inspirer. Hasta siempre « Chiko »!

Ses camarades et amiEs

Festival BD d'Angoulême 2019

Enfin une auteure consacrée : Rumiko Takahashi!

Après Florence Cestac en 2000, une femme, Rumiko Takahashi, auteure japonaise de mangaka, a été sacrée à Angoulême.

Depuis la grande polémique de 2016, lorsqu'aucune femme n'était apparue sur la liste initiale des nominés, les choses ont bien changé, avec un droit de vote exclusivement accordé aux auteurEs (1672 votantEs cette année). Et après quarante ans de carrière et 200 millions d'albums vendus dans le monde, Rumiko a bien mérité le Grand Prix du 46^e Festival international de la bande dessinée d'Angoulême.

Une récompense méritée

Rumiko est la reine du manga genre «shōnen». Son œuvre est prolifique et, plus que le mièvre *la Maison Ikkoku*, adapté en dessin animé pour le club Dorothée sous le nom de *Juliette, je t'aime*, on retiendra l'auteure qui refusa très vite les codes des histoires romantiques pour dépasser les conventions du manga comme de la société conservatrice japonaise. Nul doute que son personnage du manga *Ranma 1/2* sera bientôt brûlé par le gouvernement brésilien et tous les autres réactionnaires du monde : Ranma est, en effet, à la fois homme et femme ! Le trait vif et expressif de Rumiko donne un ton unique à tous ses personnages, souvent des marginaux «pétris



Autoportrait, Rumiko Takahashi

de défauts mais profondément humains».

Comme Corben, primé en 2018, Rumiko est d'une grande discrétion et refuse d'être photographiée. Ce qui explique son absence pour la remise du Grand Prix. Son éditeur français (Glénat) assure pourtant qu'elle aura à cœur de s'impliquer dans le prochain festival. Si l'exposition qui lui sera consacrée se révèle aussi riche que celle de Corben,

les festivalierEs ne pourront être que comblés.

Ce sont en effet 250 planches et huiles du maître étatsunien (pureté du noir et blanc et couleurs fantasmagoriques) qui ont été réunis au musée des Beaux-Arts de la capitale charentaise sous le nom de «*Donner corps à l'imaginaire*». L'univers sombre et le dessin époustouflant de Corben éclatent sur les murs du musée et se mêlent

parfois aux œuvres permanentes. Choc visuel garanti ! L'exposition sera prolongée jusqu'au 10 mars puis dispersée dans les collections privées.

Des expositions

Il n'en sera pas de même pour les expositions de Manara et de Batman, qui seront démontées dès le 28 janvier. Elles ont toutes deux été inaugurées en présence des auteurs Milo Manara et Franck Miller. Avec un budget de plus de 200 000 euros, l'exposition Batman réunissait tous les ingrédients d'un succès «monstrueux» : projection du «Bat-signal» sur la façade de l'hôtel de ville, exposition de la vraie Batmobile à l'entrée de l'Alpha Médiathèque, reconstitution du bureau et de la Bat-cave en grandeur nature et, cerise sur le gâteau, des planches originales couvrant près de 80 ans de Batman. L'«*Itinéraire d'un maestro de Pratt à Caravage*» consacrée à Manara se montrait plus intime, et même encore plus avec le salon rouge réservé aux planches érotiques de l'auteur. Plus émouvant, le parcours consacré à sa collaboration avec Fellini pour lequel il réalisa story-boards et affiches de film (ou quand le septième art et le neuvième art ne font plus qu'un !). L'influence de Pratt est bien sûr relatée mais, in fine, c'est bien le grand peintre italien Caravage qui a le plus impressionné Manara, comme en témoignent ses deux récents albums.

Nous relaterons d'autres événements du festival, notamment les «Fauves» (le Goncourt de la BD) décernés, mais la lumière des planches conjuguée aux lumières du ciel charentais ne donne qu'une envie : revenir !

Sylvain Chardon

Cinéma

Green Book, sur les routes du Sud, de Peter Farrelly

Film étatsunien, 2h10, sorti le 23 janvier.

Green Book, c'est le guide que doit utiliser Tony Lip, qui a accepté une place de chauffeur et doit conduire un musicien célèbre, Don Shirley, tout au long d'une tournée de concerts dans les États du sud des États-Unis. L'action se passe en 1962, et est inspirée de faits réels : les deux personnages ont effectivement existé et sillonné le Sud. Le guide est nécessaire car il recense les hôtels accessibles aux Noirs. Et Don Shirley, malgré sa célébrité, ses relations, sa culture, sa manière de se comporter, reste un Noir. D'ailleurs, sa carrière a été en partie conditionnée par sa couleur : il a dû renoncer à une carrière de musicien classique (comme Nina Simone) car il était anormal qu'un Noir joue ce type de musique. Don Shirley est un personnage ambigu, coupé des autres Noirs ; ainsi qu'il le dit à un moment donné, il est «*trop noir pour les blancs, trop blanc pour les noirs*» ; et son homosexualité ajoute à son isolement.



Une société imprégnée par le racisme

C'est une belle histoire, trop belle, d'amitié entre deux hommes que tout sépare, du moins au départ. Tony est un italo-américain, d'un milieu populaire : le monde raffiné de Don Shirley lui est totalement étranger. Impossible de savoir dans quelle mesure l'histoire a été enjolivée.

L'aspect le plus intéressant du film est la description du racisme profond qui imprègne la société du Sud. Comme le dit dans une interview au *Monde* Mahershala Ali, qui incarne Don Shirley, «*le Negro Motorist Green Book enseigne comment rester en vie à des gens qui doivent voyager pendant la ségrégation*». Les organisateurs de concert, les bourgeois cultivés qui invitent Don Shirley à jouer devant eux, disent l'admirer en tant que musicien mais lui interdisent d'utiliser les mêmes toilettes ou de dîner dans le même restaurant. Il lui est impossible d'essayer un costume dans un magasin : s'il l'essaye, il doit l'acheter car il ne pourra plus être vendu à un Blanc. Une universitaire issue d'une famille de la bourgeoisie intellectuelle noire du sud racontait que durant sa jeunesse, elle avait souvent eu mal aux pieds car les chaussures essayées une fois devaient être achetées. Tout cela est dit généralement avec politesse : Don Shirley n'est pas n'importe qui. Les flics sont moins aimables mais, là aussi, on peut s'interroger sur le scénario : on est très loin de ce que l'on sait du comportement passé et actuel de la police vis-à-vis des Noirs. Malgré ses limites, son ignorance du mouvement des droits civiques, ce rappel du racisme quotidien qui imprègne la société du Sud (et existe aussi au nord : au début du film Tony met à la poubelle deux verres dans lesquels ont bu des Noirs) fait, avec le jeu des deux acteurs principaux (Mahershala Ali et Viggo Mortensen), qu'il mérite d'être vu.

Henri Wilno

Expositions

Y'a pas qu'à Paris! (3)

Il y a plein d'expositions de très haute qualité que l'on peut voir hors de Paris. Alors, pour ne pas céder au centralisme parisien, voici quelques expositions à découvrir. Même si nous n'avons pu les voir personnellement, par les sujets abordés ou du fait des artistes exposés, elles ont retenu notre attention et elles permettent surtout à nos lecteurEs vivant et travaillant dans l'hexagone, qui n'ont pas le temps ou les moyens d'aller à Paris, de découvrir l'art moderne et contemporain. Et son actualité ! Troisième panorama, du nord au sud et d'est en ouest.

Julien Prévieux, Mordre la machine

Marseille, Musée d'art contemporain, jusqu'au 24 février.

La rétrospective d'une œuvre associant ironie et critique, jeux et distance, tout en interrogeant notre monde de réseau et de travail en flux. Si Julien Prévieux conçoit son œuvre en écho à la mise en données et en information du monde, en donnant notamment à voir les données autrement, il interprète cet arrière-plan pour mieux produire des formes, des expériences singulières et des stratégies critiques.

De Monet à Soulage, les chemins de la modernité

Saint-Étienne, Musée d'art moderne et contemporain, jusqu'au 24 février.

Du réalisme à la peinture la plus contemporaine, en passant par l'impressionnisme, le symbolisme, le cubisme, le surréalisme et les mouvements abstraits, les grands tournants de l'art de ces deux derniers siècles s'illustrent et dialoguent au fil des salles...

Damien Deroubaix, Headbangers Ball

Saint-Étienne, Musée d'art moderne et contemporain, jusqu'au 24 février.

Le titre fait référence à l'émission musicale culte consacrée au métal, diffusée sur MTV dans les années 1990. Les thématiques abordées par l'artiste sont multiples, comme le capitalisme, le pouvoir, ou encore la mort. Comme des monstres provenant de l'obscurité du monde, les figures convoquées par Damien Deroubaix s'entrechoquent entre elles. Il aborde dans la série *Painters* les grands peintres qui l'ont inspiré, comme Picasso ou Delacroix : d'immenses toiles se font face dans une salle de musée.



Mitchell/Riopelle: un couple dans la mesure

Landerneau - Fonds H & E Leclerc pour la Culture, jusqu'au 22 avril.

L'étatsunienne Joan Mitchell (1925-1992) et le canadien Jean-Paul Riopelle (1923-2002) s'inscrivent, à l'image de Camille Claudel et Auguste Rodin, Lee Miller et Man Ray, Frida Kahlo et Diego Rivera, Lee Krasner et Jackson Pollock... dans la constellation des mythologies sentimentales et artistiques, où se révèle toute la portée d'un lien affectif étroit entre deux créateurEs passionnés et audacieux. Pour la toute première fois, une exposition retrace leurs carrières artistiques respectives à l'aune de leur relation, à compter de leur rencontre en 1955, jusqu'à leur

séparation en 1979. Des peintures emblématiques et principalement de grand format, fruits de leur travail réalisé dans le contexte particulier de cette liaison, sont présentées.

À des années lumières

Caen, Musée des beaux arts, jusqu'au 3 mars.

Longtemps, les artistes se sont attachés à représenter la lumière dans ses effets, comme l'une des conditions et des manifestations de la visibilité du monde. Peu à peu, l'omniprésence de l'éclairage artificiel les a incités à utiliser la lumière réelle comme un médium à part entière. D'autres tentent de saisir la lumière sous de multiples formes, dessinées, peintes ou sculptées. La trentaine d'œuvres exposées déclinent autant d'éclats, de lueurs, de reflets, de transparences, de miroitements, d'ombres portées.

Philippe Cyroulnik

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44 - Fax : 01 49 28 52 43
Horaires d'ouverture : Lundi : 14 h - 20 h, mardi au samedi : 12 h - 20 h

COMMERCY Appel de la première assemblée des assemblées des Gilets jaunes

Les 26 et 27 janvier, près de 350 personnes, venues de toute la France et représentant 75 assemblées de Gilets jaunes, se sont retrouvées dans la petite ville de Commercy (Meuse) pour la première « assemblée des assemblées » de la mobilisation des Gilets jaunes. C'est à la fin du mois de décembre que les Gilets jaunes de Commercy avaient lancé un appel à converger le week-end des 26 et 27 janvier, afin notamment de « rassembler les cahiers de revendications et les mettre en commun » et de « débattre tous ensemble des suites de notre mouvement ». Contre les chefs auto-proclamés, contre les tentations électoralistes, contre la supercherie du « Grand débat », la rencontre de Commercy a consisté en la mise en commun, et en débat, des expériences et des points de vue de délégués Gilets jaunes désignés par des « assemblées populaires locales ». Si elle ne peut prétendre résumer à elle seule les dynamiques de la mobilisation ou se poser en « représentante » de cette dernière, « l'assemblée des assemblées » est un moment important pour un mouvement qui, au bout de plus de deux mois d'existence, éprouve la nécessité de se structurer davantage : c'est pourquoi nous avons décidé de publier l'appel issu de la rencontre des 26-27 janvier.

Nous, Gilets jaunes des ronds-points, des parkings, des places, des assemblées, des manifs, nous sommes réunis ces 26 et 27 janvier 2019 en assemblée des assemblées, réunissant une centaine de délégations, répondant à l'appel des Gilets Jaunes de Commercy.

Depuis le 17 novembre, du plus petit village, du monde rural à la plus grande ville, nous nous sommes soulevés contre cette société profondément violente, injuste et insupportable. Nous ne nous laisserons plus faire ! Nous nous révoltions contre la vie chère, la précarité et la misère. Nous voulons, pour nos proches, nos familles et nos enfants, vivre dans la dignité. 26 milliardaires possèdent autant que la moitié de l'humanité, c'est inacceptable. Partageons la richesse et pas la misère ! Finissons-en avec les inégalités sociales ! Nous exigeons l'augmentation immédiate des salaires, des minima sociaux, des allocations et des pensions, le droit inconditionnel au logement et à la santé, à l'éducation, des services publics gratuits et pour tous.

C'est pour tous ces droits que nous occupons quotidiennement des ronds-points, que nous organisons des actions, des manifestations et que nous débattons partout. Avec nos gilets jaunes, nous reprenons la parole, nous qui ne l'avons jamais. Et quelle est la réponse du gouvernement ? La répression, le mépris, le dénigrement. Des morts et des milliers de blessés, l'utilisation massive d'armes par tirs tendus qui mutilent, éborgnent, blessent et traumatisent. Plus de 1000 personnes ont été arbitrairement condamnées et emprisonnées. Et maintenant la nouvelle loi dite « anti-casseur » vise tout simplement à nous empêcher de manifester. Nous condamnons toutes les violences contre les manifestants qu'elles viennent des forces de l'ordre ou des groupuscules violents. Rien de tout cela ne nous arrêtera ! Manifester est un droit fondamental. Fin de l'impunité pour les forces de l'ordre ! Amnistie pour toutes les victimes de la répression !

Et quelle entourloupe que ce grand débat national qui est en fait une campagne de communication du gouvernement, qui instrumentalise



Photos PASCAL HENNEQUIN/FOKUS21



nos volontés de débattre et décider ! La vraie démocratie, nous la pratiquons dans nos assemblées, sur nos ronds-points, elle n'est ni sur les plateaux télé ni dans les pseudos tables rondes organisées par Macron.

Après nous avoir insultés et traités de moins que rien, voilà maintenant qu'il nous présente comme une foule haineuse fascisante et xénophobe. Mais nous, nous sommes tout le contraire : ni raciste, ni sexiste, ni homophobe, nous sommes fiers d'être ensemble avec nos différences pour construire une société solidaire. Nous sommes forts de la diversité de nos discussions, en ce moment même des centaines d'assemblées élaborent et proposent leurs propres revendications. Elles touchent à la démocratie réelle, à la justice sociale et fiscale, aux conditions de travail, à la justice écologique et climatique, à la fin des discriminations. Parmi les revendications et propositions stratégiques les plus débattues, nous trouvons : l'éradication de la misère sous toutes ses formes, la transformation des institutions

(RIC, constituante, fin des privilèges des élus...), la transition écologique (précarité énergétique, pollutions industrielles...), l'égalité et la prise en compte de toutes et tous quelle que soit sa nationalité (personnes en situation de handicap, égalité hommes-femmes, fin de l'abandon des quartiers populaires, du monde rural et des outre-mers...).

Nous, Gilets Jaunes, invitons chacun avec ses moyens, à sa mesure, à nous rejoindre. Nous appelons à poursuivre les actes (acte 12 contre les violences policières devant les commissariats, actes

13, 14...), à continuer les occupations des ronds-points et le blocage de l'économie, à construire une grève massive et reconductible à partir du 5 février. Nous appelons à former des comités sur les lieux de travail, d'études et partout ailleurs pour que cette grève puisse être construite à la base par les grévistes eux-mêmes. Prenons nos affaires en main ! Ne restez pas seuls, rejoignez-nous !

Organisons-nous de façon démocratique, autonome et indépendante ! Cette assemblée des assemblées est une étape importante qui nous permet de discuter de nos revendications et de nos moyens d'actions. Fédérons-nous pour transformer la société ! Nous proposons à l'ensemble des Gilets Jaunes de faire circuler cet appel. Si, en tant que groupe gilets jaunes, il vous convient, envoyez votre signature à Commercy. N'hésitez pas à discuter et formuler des propositions pour les prochaines assemblées des assemblées, que nous préparons d'ores et déjà.

Macron Démission !
Vive le pouvoir au peuple, pour le peuple et par le peuple.

Dimanche 27 janvier 2019
Appel proposé par l'assemblée des assemblées de Commercy, pour adoption par les assemblées locales

L'image de la semaine



Vu ailleurs

BRÉSIL, LE CAPITAL TUE SANS SCRUPULE. Les sirènes ont déchiré l'aube, dimanche 27 janvier à Brumadinho, semant la panique dans cette ville du « quadrilatère ferreux » du Minas Gerais, située à seulement 60 kilomètres de la capitale de cet État du sud-est du Brésil. Depuis la rupture, deux jours plus tôt, d'un barrage de résidus appartenant à la multinationale brésilienne Vale, parmi les cinq plus grands producteurs mondiaux de minerai de fer, la région est partiellement ensevelie sous une coulée de 12,7 millions de m³ de déchets industriels. [...]

Le bilan provisoire est de 37 morts et plus de 250 disparus [désormais 58 morts et plus de 300 disparus - NDLR]. Les chances de retrouver des survivants sont minimales. Quant à l'impact sur l'environnement et la santé, il est encore difficile à mesurer. « Parler de "boue" pour décrire le magma qui s'est déversé sur la région ne rend pas compte de sa réelle toxicité », alertait, sur la chaîne GloboNews, le journaliste spécialisé dans les questions environnementales André Trigueiro. [...]

Ce fleuron de l'économie brésilienne, qui consacre des millions à tenter de convaincre de sa supposée « responsabilité sociale et environnementale », est un récidiviste. Le 5 novembre 2015, son barrage de Mariana, dans la même région, céda. Une catastrophe écologique sans précédent dans le pays, voire dans l'industrie minière mondiale. Le barrage appartenait à Samarco, contrôlée par Vale et l'australien BHP Billiton. Ses 39 millions de m³ de boue - « non toxique », soutient, encore aujourd'hui, Samarco - s'étaient déversés sur 650 kilomètres, faisant dix-neuf morts et détruisant maisons, champs et écosystèmes, avant de se jeter dans l'Atlantique...

Les poursuites engagées contre Vale, BHP et Samarco n'ont toujours pas abouti. Rien n'a été fait non plus pour garantir la sécurité des barrages de rejets industriels, malgré la pression des ONG. [...]

La surveillance des 24 000 barrages de tous types recensés dans le pays - et dont seulement moins de 60% sont autorisés à opérer - est à la charge d'un effectif de seulement 154 contrôleurs. Même le Parti des travailleurs (PT), qui a gouverné le Brésil treize ans durant (2003-2016), et qui promettait de « civiliser le capitalisme », n'y a rien changé. [...]

La tragédie vient contrarier les desseins délétères du nouveau président brésilien Jair Bolsonaro (extrême droite), qui parlait d'accélérer les procédures d'octroi de permis pour les grands ouvrages par les autorités environnementales, trop tatillonnes à son goût. Mi-janvier, Ricardo Salles, son ministre de l'Environnement - un portefeuille sauvé in extremis de la suppression pure et simple - envisageait même la mise en place d'un dispositif permettant aux entreprises d'autodéclarer leurs ouvrages conformes aux lois.

Chantal Rayes, « Au Brésil, ces barrages maillons faibles de l'industrie minière », *Libération*, 27 janvier 2019.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org